

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Portée internationale
du Premier Mai

Maurice DOMMANGET

La véritable signification
du Congrès de Moscou

“ Réalité Russe ”

Trente ans d'opposition
à Staline

Roger HAGNAUER

Plate-forme pour l'économie
nord-africaine

SINBAD LE MARIN

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 104 - Avril 1956

Portée internationale du 1 ^{er} Mai	M. DOMMANGET
La véritable signification du Congrès de Moscou	« Réalité Russe »
Trente ans d'opposition à Staline	R. HAGNAUER
Eléments d'un bilan	L. MERCIER
Expérience travailliste ?	R. H.
Notes d'économie et de politique :	
Le massacre. — La grande opportunité qui s'offrait à la France. — Après l'exé- cution physique, l'exécution morale ..	Robert LOUZON
Plate-forme pour l'économie nord-africaine	SINBAD LE MARIN
Trois opinions de Nord-Africains « modé- rés ».	
La lutte de classe en Tunisie.	
Lettre de Finlande : dix-neuf jours de grève générale	H. R.
Lettre de Stockholm : salaires directs et salaires de droit	Helmut RUDIGER
Lettre de Tunis	J.-P. FINIDORI
Chronique du Pelé	Ali FERDOUSSI

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné d'une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le dague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Portée Internationale du 1^{er} Mai ⁽¹⁾

C'EST au IV^e Congrès de l'A.F.L. (American Federation of Labor), tenu à Chicago en novembre 1884, que remonte l'idée de faire du 1^{er} mai une journée de revendication et d'action ouvrières.

Cette journée, axée uniquement sur les huit heures et destinée aux seuls Etats-Unis, était purement nationale. Elle se déroula à la date fixée, le 1^{er} mai 1886, et connut un grand succès puisqu'il y eut, pour la première fois outre-Atlantique, 5.000 grèves et environ 340.000 grévistes sur la même plate-forme de combat.

Mais si cette journée a revêtu incontestablement dans sa forme un caractère national, il n'est pas douteux que dans son fond elle était déjà internationale. En effet, on ne peut oublier ni le mélange des nationalités, ni les apports d'immigration européenne sans lesquels les Etats-Unis ne sont pas concevables. On doit se souvenir aussi que l'idée première de la levée ouvrière sur la base des huit heures sort des Iles britanniques, que la revendication des huit heures avait été soutenue par l'Internationale des travailleurs et que les résultats obtenus sur le plan des huit heures par les ouvriers d'Australie et de Nouvelle-Zélande avaient agi à la façon d'une idée-force sur les masses travailleuses américaines.

Pas plus que dans son origine, la façon dont se déroula la manifestation du 1^{er} mai 1886 ne peut être considérée sans déformation sous l'angle étroitement national. Des discours en anglais et en allemand furent prononcés dans différents meetings, et ceux qu'on appelle les « martyrs de Chicago » et qui donnèrent à la démonstration son caractère tragique étaient pour la plupart des militants anglais et allemands.

Les trois années suivantes ancrèrent dans les masses américaines la date du 1^{er} mai comme journée revendicative en faveur des huit heures. Mais c'est grâce au congrès international ouvrier socialiste de nuance marxiste tenu à Paris du 14 au 20 juillet 1889 que le 1^{er} mai acquit à la face du monde son caractère essentiellement international.

Ce congrès, réuni à l'occasion d'une Exposition universelle et dans le Paris de la Commune universellement glorifié par tous les socialistes, ne représentait, certes, que 21 pays, étant donné la faiblesse du mouvement et la tenue simultanée d'un congrès de même nature rue de Lancry. Il n'en est pas moins vrai que la résolution qu'il adopta unanimement et qui constitue en quelque sorte l'acte de naissance officiel du 1^{er} mai a un sens international profond et se place sous le signe majuscule de l'internationalisme ouvrier. Cette résolution est ainsi conçue :

Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} Mai 1890 par l'American Federation of Labor, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

(1) Les faits essentiels évoqués et les citations non pourvues de références sont tirés de l'*Histoire du 1^{er} Mai*, du même auteur, gr. in-8° de 416 p. Sudel, éditeur, Paris, 5, rue Palatine.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

Ce texte mérite qu'on s'y arrête, car il est international pourrait-on dire sur toute la ligne. Il l'est dans sa genèse et sa confection comme dans sa facture. Il émane en effet du Français Raymond Lavigne qui l'avait soumis non seulement à ses amis français, mais à l'Autrichien Victor Adler, aux Allemands Liebknecht et Bebel. Au cours de la discussion jouèrent, en outre, un rôle : l'Américain Samuel Gompers, d'origine anglaise, président de l'A.F.L., par l'adresse qui fut lue au congrès et, par leurs interventions, le Roumain Many et, fort probablement, le Belge Anseele qui avait déjà lancé l'idée d'une manifestation internationale à la date du 1^{er} mai au congrès international syndical de Londres (6-11 novembre 1888).

Si l'on examine la résolution dans sa facture, son caractère international n'en apparaît que plus fortement. Dès son premier alinéa, elle fait état implicitement des initiatives d'Anseele, du Syndicat des ouvriers du meuble de Stockholm (1888), du Parti ouvrier suédois (avril 1889) et surtout de l'expérience française des 10 et 24 février 1889 pour une grande manifestation à date fixe. Dans son deuxième alinéa, elle se réfère à l'expérience et à la décision des ouvriers américains pour que la manifestation se fasse à la date du 1^{er} mai. Enfin, dans le troisième alinéa, elle tient compte de la situation intérieure des pays qui ne jouissent pas de la plénitude des libertés démocratiques, et singulièrement de la position délicate du socialisme allemand, alors sous le régime du petit état de siège. On a donc le droit d'énoncer que la résolution instituant le 1^{er} mai a un sens international profond. C'est ce que marquera puissamment Jules Guesde, dix ans plus tard, en écrivant :

De même qu'en votant la manifestation on ne faisait qu'internationaliser le moyen d'action adopté par le Congrès national de Bordeaux, en choisissant le 1^{er} Mai on ne faisait qu'internationaliser une date déjà adoptée par le Congrès national des Etats-Unis.

LE sens international du 1^{er} mai qui s'affirme à ses origines lointaines et immédiates se retrouve dans ses objectifs fixés dans le premier alinéa de la résolution. Effectivement il s'agit, pour les travailleurs de tous les pays, de réduire légalement à 8 heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès international, toute une série de réformes constituant ce qu'on a appelé le « Code du Socialisme ».

Cette levée mondiale des travailleurs en un jour fixé, sur la même plateforme revendicative et sociale, postule à la foi leur union, leur plein accord par dessus les frontières et par conséquent l'adhésion aux thèses fondamentales du Socialisme comme à la Paix des peuples. C'est la logique même. C'est ce qui explique pourquoi dès le congrès international de Bruxelles (16-22 août 1891) succédant au congrès international de Paris, les délégués français de la nuance blanquiste, Edouard Vaillant à leur tête, proposèrent de faire ouvertement et formellement du 1^{er} mai non seulement une « affirmation universelle du prolétariat pour les huit heures et les réformes sociales, mais une affirmation universelle du prolétariat en fa-

veur de la Paix » (2). L'Internationale, il est vrai, ne suivit pas Vaillant et ses amis, mais la logique des faits, la force des choses était telle qu'au congrès suivant qui se réunit à Zurich (août 1893), un amendement à la résolution de Bruxelles sur le 1^{er} mai décida que la manifestation axée sur la journée de huit heures et la transformation sociale devait désormais être axée aussi sur « la paix internationale ».

Le congrès ouvrier socialiste international de Londres (27 juillet-1^{er} août 1896) confirma la résolution de Zurich en spécifiant que la journée du 1^{er} mai serait à la fois « une manifestation contre le militarisme et pour la journée de huit heures ». Edouard Vaillant triomphait donc et il en exprima sa satisfaction par un article de la « Petite République » :

Les congrès de Zurich et de Londres, en admettant avec nous que la manifestation du 1^{er} Mai devait avoir lieu aussi pour la paix et la solidarité internationale ont admis le caractère à la fois politique et social de la manifestation où la classe ouvrière et le socialisme sans attendre les discours de leurs délégués, comme à l'anniversaire de la Commune, expriment leur volonté de mener le combat commun du prolétariat contre le patronat et la propriété individuelle, de la Révolution contre la réaction, jusqu'à l'anéantissement du régime capitaliste et de la domination bourgeoise, jusqu'à l'émancipation de la classe ouvrière et la victoire définitive de la République socialiste et de la Révolution (3).

Ainsi, par deux décisions formelles de l'Internationale, le 1^{er} mai prenait en même temps que son caractère pleinement socialiste ce caractère de manifestation pacifique et internationaliste qu'il impliquait à sa naissance même. Comme l'a justement fait remarquer Karl Kautsky, par sa nature internationale, la démonstration du 1^{er} mai « devenait en conséquence aussi une manifestation pour la paix mondiale » (4).

AUSSI bien, à toutes les périodes où le spectre de la guerre se profile à l'horizon, on voit le 1^{er} mai revêtir surtout l'aspect d'une imposante manifestation contre le péril montant. C'est ce qui se produisit notamment en 1908, au moment où l'action militaire de la France au Maroc constituait, aux yeux des organisations ouvrières et socialistes, une menace sérieuse de conflagration universelle. Nous voyons alors le Parti socialiste français insister en vue du 1^{er} mai, sur l'urgence de la protestation populaire « à l'heure où les barons de la finance et les princes de la spéculation, maîtres de l'Etat bourgeois (...) n'hésitent pas à rassembler les matériaux d'un vaste incendie qui peut demain embraser l'Europe entière ».

Désormais, jusqu'à la guerre de 1914, tous les 1^{er} mai seront placés beaucoup plus sous le signe de la lutte pour la paix que sous le signe des huit heures. C'est ainsi que le 1^{er} mai 1913 en France se trouva axé par voie de conséquence, surtout contre les trois ans, la prolongation du service militaire étant considérée entre autres choses par les socialistes comme favorisant la tension diplomatique. Quant au 1^{er} mai 1914, le dernier avant la première guerre mondiale, en dépit de ses points faibles et en raison de la gravité de l'heure, il fut une saisissante affirmation de solidarité universelle puisque cinquante millions d'hommes s'unirent en une suprême pen-

sée de paix dans toutes les capitales, dans toutes les villes importantes.

La preuve que le 1^{er} mai est lié nécessairement à la paix et qu'il ne peut s'accommoder d'une guerre est administrée par le fait de sa chute verticale aussitôt qu'éclate un conflit. Et comment les prolétaires pourraient-ils se lever avec ensemble et se tendre la main par dessus les frontières puisque la guerre les cantonne dans chaque pays et les contraint à s'égorger mutuellement ? C'est seulement quand la conscience de classe revenue chez les travailleurs se substitue fortement aux sentiments nationaux que le 1^{er} mai a chance de renaître. Et c'est ce qu'on observe au cours des deux grandes guerres mondiales dans les pays belligérants. Les 1^{er} mai y sont lamentables mais, peu à peu, leur courbe remonte pour aboutir, avec la Révolution russe, au 1^{er} mai formidable de 1917, avec la fin de la guerre en 1919 comme avec la Libération et la chute d'Hitler en 1945 à une série de grands 1^{er} mai qui embrassent tant de monde que la mathématique se montre impuissante à dénombrer les cohortes défilant dans les rues.

LE caractère international du 1^{er} mai est souligné dès la première manifestation qui suivit le congrès de Paris, le 1^{er} mai 1890, par le terme de « pacte » employé pour le désigner. Or, si nous ouvrons un dictionnaire, par exemple le grand Larousse, nous trouvons cette définition d'un pacte :

Convention, accord, acte écrit ou non par lequel on accepte des obligations réciproques (5).

Les trente-six délégués français présents au congrès international parisien qui décida le 1^{er} mai publièrent en vue du 1^{er} mai 1890 un appel dans lequel il était spécifié qu'un « pacte international socialiste » avait été conclu à Paris (6). Edouard Vaillant, l'un de ces délégués et signataires, dans un article publié près d'un mois plus tard, revint sur l'expression en la complétant. Pour lui, le « pacte international d'union et d'action socialiste » — que des socialistes français, huit ans plus tard, qualifiaient encore de « pacte d'alliance et de solidarité des travailleurs du monde » — devait marquer, quelle qu'en soit la forme, avec « l'ère nouvelle » de l'action internationale des travailleurs, un « jour sans précédent dans l'histoire du monde » (7). Dans l'esprit des socialistes qui organisèrent cette journée, les prolétaires de tous les pays, en effet, devaient se sentir liés par des obligations réciproques, devaient — comme l'écrivit encore Vaillant quelques années plus tard — répondre les uns aux autres par le témoignage de leur solidarité, devaient s'assurer de leurs concours « pour lutter et pour vaincre » (8). Remarquons l'affirmation de Vaillant contenue dans l'article cité plus haut, à savoir que le 1^{er} mai doit être « un jour sans précédent dans l'histoire du monde ». C'est à peu près la même chose qu'exprimait Désiré Descamps en écrivant que c'était « un événement unique dans l'histoire terrestre ». Cette affirmation est d'une importance majeure car elle souligne la grandeur du 1^{er} mai à l'échelle universelle. Jusque-là, il y avait eu, certes, des journées de recueillement, de fête, d'union, qui réunissaient par dessus les frontières les chrétiens des deux mondes. Mais la « Pâque des travailleurs », la « Pâque ouvrière », pour reprendre les mots d'Andrea Costa et d'Adrien Véber, bien que restrictive par son sens de classe, était appe-

(2) **Le Parti socialiste**, 23 et 30 août 1891.

(3) Reproduction dans **La Tribune républicaine de l'Oise**, 25 avril 1897 (Le 1^{er} Mai 1897).

(4) **Sozialisten und Krieg**, p. 298.

(5) Tome XII, p. 11.

(6) **Le Combat**, 19 mars 1890.

(7) **Le Combat**, 16 avril 1890.

(8) **La Tribune républicaine de l'Oise**, art. cité.

lée à dépasser par son ampleur, les grandes journées, les grandes fêtes de la Chrétienté. Tout autant que Vaillant, Georges Plekhanov, le leader de la Social-Démocratie russe, le sentait, qui publiait en 1891 une brochure sur le 1^{er} mai dont le titre est significatif puisque le terme d'« universel » est accolé à la journée annuelle des travailleurs (9). On ne saurait oublier effectivement que le 1^{er} mai non seulement par ses aspirations profondes, mais à la suite du développement du mouvement et de l'organisation ouvrière et socialiste devait forcément réunir plus d'êtres humains que n'importe laquelle des fêtes de la Chrétienté. En vérité, la mobilisation de plus en plus massive qu'il entraînait sur des continents entiers atteignait des centaines de millions d'exploités et d'opprimés échappant à la foi chrétienne.

NUL peut-être n'a mieux mis en relief ce caractère unique et sans précédent du 1^{er} mai que le grand écrivain socialiste Edmond de Amicis, dans le discours remarquable et si humain qu'il prononça le 1^{er} mai 1896 devant les travailleurs de Turin. Il fait d'abord judicieusement observer qu'avant le 1^{er} mai international, en 1890, « chacun, en se réveillant ce jour, pensait, comme les autres jours, à ses propres affaires quotidiennes ; c'était un jour comme les autres ». Mais depuis, quel changement considérable !

Maintenant, il n'y a pas de citoyen de pays civilisé, à quelque classe ou condition sociale qu'il appartienne qui, en ouvrant les yeux le matin du 1^{er} Mai, ne songe à la nouvelle signification que cette date a prise dans le monde (10).

Pourquoi ? Amicis l'explique clairement, simplement, sobrement aux travailleurs qui l'écoutent :

Dans des millions d'hommes, ce sont des sentiments de joie et d'espoir ; dans d'autres millions, ce sont des pensées inquiètes et tristes ; dans beaucoup d'hommes encore, c'est un sentiment de terreur sans raison (...).

Nous pensons qu'à cette heure même, dans des centaines de villes, dans de nombreux villages, d'autres milliers d'orateurs disent, en dix langues différentes, à d'autres milliers d'assemblées comme celle-ci, les mêmes choses que je vais vous dire.

Nous voyons dans les grands faubourgs de Berlin, de Paris et de Bruxelles, à l'Hyde-Park à Londres, au Prater à Vienne, au Buen Retiro à Madrid, au Park Cismigiu à Bucarest, au Square de l'Union à New-York, dans les grandes places des nouvelles villes d'Australie, où le 1^{er} Mai est déjà une fête officielle dans plusieurs Etats, nous voyons partout des légions de travailleurs qui, en forme d'assemblées, de processions, de cortèges symboliques, de fêtes champêtres et de chants solennels expriment tous une seule idée et un seul espoir. Et à cette vision notre âme est émue comme devant l'un des spectacles les plus merveilleux dont l'histoire nous donne l'exemple (11).

Et Amicis, qui fait finalement du 1^{er} Mai la journée des journées et la fête des fêtes, termine son exposé pathétique par cette grandiose vision d'espoir.

Nous croyons que le 1^{er} Mai restera et grandira avec les années, et qu'après avoir émancipé le travail, il tuera la guerre ; après avoir réuni les clas-

ses, il fera fraterniser les nations, et qu'il sera béni par les générations futures comme l'une des dates les plus heureuses et les plus glorieuses de l'histoire du monde (12).

Tel était également l'avis de Debrogéanu-Gherea, le plus remarquable théoricien marxiste des pays balkaniques. Trois ans avant E. de Amicis, dans un article éblouissant consacré au 1^{er} mai, il avait montré que ce jour envisagé comme fête deviendrait à la fois « plus universel et plus durable » que les grandes fêtes religieuses de tous les cultes. Parce que, disait-il, la conscience affranchie des travailleurs, non seulement « affirme sa croyance dans une prochaine justice sociale », mais « proclame le plus noble idéal : la solidarité humaine, sans distinction de race, de patrie ou de religion ». Et il annonce avec la plus grande assurance qu'on fêtera le 1^{er} mai jusqu'au jour de la victoire et qu'après « on le fêtera encore en un pieux souvenir de reconnaissance pour ceux qui auront lutté, souffert et succombé pour l'affranchissement du travail, pour la fraternité des peuples ».

C'EST bien ce qui est arrivé, c'est ce qui arrive dans les pays où la classe ouvrière a pris ou a exercé temporairement le pouvoir, puisque le 1^{er} mai y est devenu jour férié légal. Ainsi, tant comme journée revendicative et rénovatrice que comme fête à l'échelle mondiale — la plus universelle dans l'espace — la journée ou la fête du Travail devient et serait appelée à devenir selon Debrogéanu-Gherea — universelle dans le temps. Il ne craint même pas de prophétiser que ce sera une « date éternellement fêtée ». Elle deviendrait non seulement une « fête de l'histoire », selon le mot de Charles Gros dans sa « Marche du 1^{er} Mai », mais, pourrait-on dire, « la plus grande fête de l'histoire ». Elle serait, en effet, non pas la fête d'une des si diverses religions, non plus la fête d'un parti, la fête d'une classe, mais bel et bien la fête des hommes et des femmes, la fête de l'humanité.

C'est peut-être, après tout, le grandiose destin réservé au 1^{er} mai, destin qui atteste sa grandiose portée internationale.

Maurice DOMMANGET.

(12) Ibid., p. 24.

L'HISTOIRE A LA SAUCE TARTARE

On sait qu'en Russie, les ouvrages d'histoire sont transformés au fur et à mesure des « tournants » de la politique soviétique.

Les « historiens » (sic) français font de même.

Dans une « Histoire de la Hongrie » éditée par les « Presses Universitaires » avant la réconciliation avec Tito, une page était consacrée aux complots tramés en Hongrie en collusion avec Tito.

Depuis la réconciliation, la page en question (page 117) a disparu des exemplaires mis en vente et a été remplacée par une nouvelle page, où il n'est plus question de Tito.

L'auteur de cette incroyable bassesse est un nommé Emile Tersen, et — naturellement — c'est un agrégé.

(9) Genève, typogr. du « Social-Démocrate », in-16, 32 p.

(10) *Le premier Mai*, éd. de Neuchâtel, 1897, trad. française de Ferdinand Germani, p. 2.

(11) Ibid., p. 3.

LA VÉRITABLE SIGNIFICATION DU CONGRÈS DE MOSCOU (*)

La presse occidentale a publié de nombreux articles sur le déroulement du dernier congrès du parti monopoliste gouvernemental russe ; nombre de journalistes du type Isaac Deutscher, préoccupés d'adapter leurs informations à leur thèse d'une évolution démocratique du régime omettent et dissimulent quantité de données du plus haut intérêt. Dans ces conditions il est intéressant d'analyser les comptes rendus publiés avec beaucoup de détails dans la presse officielle russe.

DESTALINISATION MITIGÉE... MAIS CULTE DU CHEF MAINTENU

On semble croire en Occident que le XX^e congrès aurait nettement répudié l'œuvre de Staline. Un examen détaillé des débats permet de voir rapidement que la situation réelle est quelque peu différente. Jusqu'à présent le fameux discours de Khrouchtchev, soi-disant prononcé à huis clos, et dont l'existence a été admise par l'« Humanité », n'a jamais été publié dans les journaux russes ; aucune allusion n'y a été faite dans cette presse.

Par contre un point important du discours public du premier secrétaire du parti, est passé presque inaperçu : celui où il a reconnu l'existence d'un germe d'opposition internationaliste dans les rangs du seul parti au pouvoir ; voici la citation d'après la *Krasnaïa Zvezda* (Étoile Rouge), organe du ministère de la Défense de l'U.R.S.S. :

Prenons par exemple le problème du patriotisme soviétique et de l'internationalisme. Une clarté totale en ce qui concerne cette question est importante non seulement pour réaliser correctement, à la léniniste, une politique nationale au sein de notre pays, mais aussi pour établir correctement des rapports mutuels avec les travailleurs d'autres pays, y compris les pays de tout notre camp socialiste. Malheureusement il se trouve des camarades isolés qui pensent que l'amour envers sa propre Patrie soi-disant contredit la solidarité internationale des travailleurs et l'internationalisme socialiste. Pareille interprétation offense les sentiments nationaux des hommes, ne contribue nullement au renforcement de la collaboration des nations socialistes, du développement de la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays.

Quant à la réputation du « culte de la personnalité », ou, pour parler en clair, quant à la recherche du moyen le plus habile pour se débarrasser de tout lien avec l'image de Staline, haine du peuple, Khrouchtchev s'est montré extrêmement prudent. Ses premières paroles pour ouvrir le congrès (toujours d'après la même source) ne furent-elles pas :

Durant la période comprise entre le XIX^e et le XX^e congrès, dit N.S. Khrouchtchev, nous avons perdu les hommes politiques les plus éminents du mouvement communiste : Joseph Vissarianovitch Staline, Clément Gottwald et Kuitzi Tokada. Je vous prie de vous lever pour honorer leur mémoire.

A aucun instant quand Khrouchtchev parle du « culte de la personnalité », de la « direction collective », il ne prononce le nom de Staline.

Il faut bien admettre que le discours clandestin (en Russie) de Khrouchtchev, cité du bout des lèvres par les partis staliniens occidentaux, mais cité tout de même, a dû réellement être prononcé ; mais il ne le fut qu'après que le représentant d'une autre coterie prétendant au pouvoir, Anastase Mikoyan, avait été assez loin dans la voie du désaveu de Staline.

Et pourtant là encore que de réticences ! Mikoyan n'incrimine à aucun instant les procédés despotiques de Staline ; il se borne en le nommant, à douter de la justesse de certaines thèses économiques du dictateur ; il demande que celles-ci soient analysées et révisées. Voici en quels termes il le fait (*Komsomolskaïa Pravda*, organe des J. C. russes, du 18 février 1956) :

En analysant l'état de l'économie du capitalisme actuel, il est douteux que nous puissions être aidés par l'opinion bien connue de Staline (et il est bien douteux que cette opinion soit correcte), exposée dans les « Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » concernant les U.S.A., l'Angleterre et la France, au sujet de ce que, après que le marché mondial s'est scindé, « le volume de la production dans ces pays se réduit ». Cette assertion n'explique pas les phénomènes complexes et contradictoires du capitalisme actuel et le fait de la croissance de la production capitaliste dans beaucoup de pays après la guerre...

C'est tout. Toutefois il admet que ces dirigeants du parti, autrefois, ont été « incorrectement proclamés ennemis du peuple ». Et il ajoute :

Malheureusement, au cours des derniers quinze ou vingt ans, chez nous, on a très peu eu recours au trésor des idées léninistes.

Certes en Russie, tout le monde comprend à demi-mot ; la date fixée pour le désaveu, si imprécise soit-elle, 1941 ou 1936, semble se référer à l'époque des grandes épurations et à celle qui correspond au pacte avec Hitler ; mais le plus audacieux des critiques de Staline n'ose pas murmurer son nom, même avec une nuance de doute quand il s'agit de poser le problème de la terreur au delà de la pré-guerre.

Certes depuis, un article de la « Pravda » du 28 mars 1956 intitulé « Pourquoi le culte de la personnalité est étranger à l'esprit du marxisme-léninisme ? » marque une nouvelle avance dans le désaveu de Staline, dont on se débarrasse pour pouvoir sauver le pouvoir et assurer le maintien du despotisme policier et technocrate.

C'est ainsi que ce texte explique :

Pourquoi notre parti a-t-il déployé une lutte résolue contre le culte de la personnalité et ses conséquences ? Parce que le culte de la personnalité signifie le grossissement démesuré de certains hommes, le fait de leur attribuer des traits et des qualités surnaturels, leur transformation en quasi-thaumaturges et leur adoration. De pareilles conceptions incorrectes, étrangères à l'esprit du marxisme-léninisme, au sujet d'un homme, notamment au sujet de J.V. Staline, ont été cultivées chez nous durant de nombreuses années...

Voici un autre passage se référant nommément à Staline :

...Toutefois, graduellement, commencèrent à se manifester ceux des traits et qualités dans l'application pratique de la direction de Staline qui, plus tard, constituèrent le culte de la personnalité.

Le culte de la personnalité a surgi et s'est développé sur le fond des plus magnifiques conquêtes historiques du marxisme-léninisme, des énormes succès du peuple soviétique et du parti communiste

(*) L'équipe de la *Réalité russe*, bulletin consacré à l'analyse de la presse officielle russe, a bien voulu nous communiquer les informations qu'elle a recueillies sur le XX^e congrès du parti staliniens. Les camarades qui désiraient recevoir cette publication peuvent s'adresser à René Lefeuve, *Réalité russe*, 5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris (4^e).

dans l'édification du socialisme, du couronnement triomphal de la guerre patriotique, de la consolidation de notre régime social et étatique, de la croissance de son autorité internationale... Ces succès gigantesques obtenus par le peuple soviétique... attribués sans justification aux mérites d'un seul homme, Staline, qui *n'étant pas personnellement modeste*, non seulement ne mettait pas fin aux glorifications et louanges qui lui étaient adressées, mais les appuyait, les favorisait de toutes manières.

On ne peut pas dire qu'il n'existe pas dans les œuvres de J.V. Staline de textes exprimant une condamnation de louanges injustifiées envers des personnalités et de rabaissement du rôle des masses. Ces assertions, en règle générale, ne dépassaient pas les limites de dissertations abstraites.

Le fait que Staline tranchait seul les problèmes aboutissait à la déformation des principes et de la démocratie du parti, à des atteintes à la *légalité révolutionnaire, à des répressions non fondées.*

C'est seulement en raison du culte de la personnalité et des atteintes qu'il entraîna aux règles de la vie du parti que purent s'infiltrer aux postes dirigeants du parti et de l'Etat un agent de l'impérialisme aussi chevronné que Bériia, accompagné de ses complices...

...De grands dommages furent également causés par le culte de la personnalité dans le domaine de l'activité idéologique. Si l'on examine les ouvrages de *philosophie, d'économie politique, d'histoire et d'autres sciences sociales*, écrits sous l'influence du culte de la personnalité, nombre d'entre eux sont un *florilège de citations* puisées dans les œuvres de J.V. Staline et dans les éloges qui lui sont adressés. Une des manifestations éclatantes du culte de la personnalité est la « Brève biographie » de J.V. Staline, rédigée avec sa participation directe. « L'abrégé de l'histoire du P.C. de l'U.R.S.S. (bolchévick) » est également imprégné en grande partie du culte de la personnalité. Le dogmatisme et le talmudisme sont le résultat direct de l'épanouissement du culte de la personnalité faisant estimer que *seul un homme, Staline*, pouvait développer, pousser en avant la théorie, formuler quelque chose d'original et de nouveau ; quant à tous les autres hommes, ils doivent vulgariser les pensées que Staline aura exprimées, transposer les formulations qu'il aura énoncées...

...Le culte de la personnalité a également laissé une trace bien définie dans *quantité* d'ouvrages des arts et de la littérature. *Beaucoup* de nos films historiques et surtout militaires, d'ouvrages littéraires et de tableaux sont *consacrés* aux louanges et à la mise en valeur *surtout de la personnalité* de Staline...

Quand on confronte ces lignes avec le ton général et quotidien de la presse et des revues russes d'il y a à peine *vingt ans*, on ne saurait que se réjouir de ces simples concessions au bon sens, si nouvelles pourtant en Russie et imposées par la sourde, mais implacable haine régnant dans les masses populaires.

Mais à aucun instant il ne faut songer à une sorte de retour sur soi-même, opéré de bonne foi par les gouvernants actuels. En effet, une première question s'impose à l'esprit : pourquoi pendant *vingt ans* pas une seule voix, provenant de ces dirigeants, qui étaient déjà aux postes suprêmes du parti et de l'Etat, ne s'est élevée en présence d'une situation dont l'atrocité leur apparaissait, de leur propre aveu clairement ?

Mais précisément, *même à présent*, ces dirigeants ne veulent pas se désolidariser fondamentalement de Staline.

L'article examiné le dit expressément :

En rendant *aux mérites* de J.V. Staline ce qui leur est dû, en appréciant avec sang-froid l'*apport important* qu'il a introduit dans l'*œuvre de l'édification* du socialisme, le parti en même temps a posé nettement le problème de la liquidation du culte de la personnalité de Staline, afin de restaurer pleinement les principes léninistes et les règles de l'activité du parti et de l'Etat et créer par là les meilleures conditions de toute notre grande activité créatrice pour bâtir le communisme.

Cette conclusion est amenée par un exposé détaillé de ses mérites ; cela permet aux dirigeants actuels de bien préciser qu'il ne s'agit nullement dans leur esprit d'amnistier les adversaires du stalinisme ; il va de soi qu'il n'en est pas question pour les ouvriers qui s'opposèrent au régime, pour les grévistes des camps de la faim ; non il n'est même pas question d'amnistie pour les membres du parti, tels les trotskistes, zinoviévistes, boukhariniens, etc.

Les dirigeants actuels s'efforcent, par une escroquerie, d'attribuer le « culte de la personnalité » aux socialistes révolutionnaires et aux « anarchisants ». Pour ce faire, ils n'hésitent pas à évoquer à tour de bras non seulement Lénine, mais encore Plekhanov, le fondateur du parti social-démocrate russe, habituellement trainé dans la boue et que l'article qualifie à présent « d'un des marxistes les plus éminents ».

Le tour de passe-passe est assez grossier, les adversaires du stalinisme avaient attribué un rôle énorme à « la personne humaine » ; les héritiers de Staline confondent volontairement « culte de la personnalité » avec « respect de la personne humaine ».

D'ailleurs il suffit de voir avec quelle insistance commence à être reproduit dans les discours le nom de Khrouchtchev, répété par *dizaines* de fois (Staline non plus ne connut, lui aussi, la litanie au centuple qu'après plusieurs années de règne).

Le véritable terme ne serait pas « culte de la personnalité », mais celui de « culte du chef », dont l'article considéré donne l'exposé théorique et l'application pratique :

Les classiques du marxisme-léninisme ont élaboré la conception matérialiste de l'histoire, en reconnaissant que les masses travailleuses, le peuple, sont les créateurs de la société nouvelle ; ceci permet de *comprendre et apprécier* correctement le rôle des chefs, des organisateurs, des initiateurs, des héros, que crée et met à l'avant-plan le peuple lui-même.

Les personnalités éminentes, grâce à leurs particularités, qui les rendent les plus capables de servir les intérêts sociaux, peuvent jouer un rôle important dans la société en qualité d'organiseurs, de conducteurs des masses, qui comprennent les événements plus profondément que les autres et qui voient plus loin que les autres.

Voici maintenant les déductions pratiques, en particulier pour la vie des usines et des mines, assimilées à des casernes :

En luttant contre le culte de la personnalité, il y a lieu de se souvenir que le marxisme-léninisme considère comme lui étant *étrangères* les vues petites bourgeoises, *anarchisantes*, niant le rôle des dirigeants, des organisateurs des masses. On sait aussi que le Parti communiste a défendu et défend le principe du commandement unique dans la direction des entreprises de production, dans l'œuvre militaire.

Ainsi donc l'« ère des organisateurs » continue. Voyons les résultats obtenus :

OU EN SONT LES SCIENCES ?

En règle générale les journalistes occidentaux ont surtout recherché les informations sensationnelles sur la « déstalinisation » ; ils ont ainsi laissé de côté la mine de renseignements que le congrès du parti, comme toutes les grandes assemblées permettent de recueillir en utilisant l'autocritique.

On sait combien est répandue en Occident la légende de l'extraordinaire formation de savants et spécialistes s'opérant soi-disant dans la Russie actuelle ; le coup de fouet des propagandistes américains cherchant à exciter l'effort des U.S.A. en poussant un cri d'alarme exagéré n' a pas peu contribué à l'installation de ce mythe.

Pour se faire une opinion sérieuse à ce sujet il faut s'arrêter au discours prononcé au congrès par Nesméianov, président de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., reproduit par la *Pravda* du 19

février 1956. Il devient possible, malgré quelques affirmations destinées à la propagande, de distinguer que la nouvelle et géante université de Moscou, si souvent montrée aux touristes étrangers, a absorbé la plus grande part des crédits, tandis que les républiques des peuples minoritaires sont réduites à la portion congrue :

Sans développer intégralement la science et étendre les recherches théoriques, nous ne pouvons assurer le progrès technique permanent indispensable. Mais il n'est pas possible de développer la science, et dans ce cadre la science théorique, en le faisant seulement à Moscou et à Léninegrad, et encore dans quelques villes importantes. La science allemande est développée dans une multitude de villes grâce à leurs universités et aux laboratoires que possèdent les firmes. La science des Etats-Unis s'appuie sur les établissements d'enseignement supérieur et les instituts d'une multitude de cités.

Il a raison le camarade Khrouchtchev quand il signale la concentration anormale des institutions scientifiques à Moscou. Il faut sortir certains instituts scientifiques, en les rapprochant pour ainsi dire de la sphère naturelle de leur activité. Mais dans une mesure qui ne soit pas moindre, il est indispensable de relever le rôle des institutions scientifiques existant à la périphérie : institutions scolaires supérieures, filiales et institutions de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et en particulier des académies des sciences des républiques alliées.

J'estime que le plan d'Etat de l'U.R.S.S., les Conseils des ministres des républiques alliées ont une grande dette auprès des académies des sciences. Ainsi, par exemple, l'académie des sciences qui a des savants connus dans le monde entier, reçoit pour son équipement scientifique environ 500.000 roubles par an. Ceci est absolument insuffisant. Avec ces crédits, on peut seulement acquérir deux ou trois instruments de physique modernes par trop compliqués.

Les choses sont encore pires dans les jeunes académies du Tadjikistan, Ouzbekistan et Kirghiziev. La construction des bâtiments des instituts scientifiques se poursuit très médiocrement. Même l'académie des sciences du Kazakhstan, relativement forte, créée il y a dix ans, n'a depuis ce temps-là pas mis en exploitation un seul bâtiment nouveau. Les académies des sciences du Tadjikistan, d'Esthonie et dans quantité d'autres académies de sciences de républiques alliées sont forcées de se limiter à recevoir leurs savants visiteurs dans les locaux du présidium, mais ils sont gênés de montrer leurs laboratoires...

Le long discours de Boulganine publié dans la Pravda du 22 février 1956 a lui aussi prouvé la situation déshéritée des peuples minoritaires au profit des centres absorbant la plus grande part des efforts.

Mais Boulganine aborde un autre aspect du problème (que reprendra, d'ailleurs, Mikoyan) ; c'est le besoin de maintenir secrètes quantité de données scientifiques ; à quoi est dû ce souci ? D'une part peut-être par suite de la manie d'espionniste, la crainte que l'étranger n'apprenne quelle est la véritable situation de l'U.R.S.S. Mais il y a aussi peut-être la crainte de fournir une argumentation sérieuse aux adversaires du gouvernement à l'intérieur du pays, capables d'analyser sérieusement les données menaçantes que contient une information objective. Quoi qu'il en soit, voici ce que dit Boulganine à ce sujet :

Dans l'activité scientifique, l'information systématique et étendue sur les travaux menés dans la branche des connaissances considérée et dans celles voisines, a une grande importance. La science ne peut se développer sans qu'il y ait un large échange d'opinions. Pourtant pour beaucoup de problèmes cet échange est rendu difficile parce qu'on observe avec trop de zèle la mise au secret des matériaux existants. Le fait absurde de mise au secret aboutit à ce que certains travaux sont poursuivis parallèlement sans se connaître, et ceci protège parfois contre la critique scientifique des travailleurs manquant de bonne foi. Il va de soi que je ne pose

pas le problème de lever le secret autour de ce qui doit réellement rester secret.

Le ministre de l'enseignement supérieur, un nommé Elioutine, d'après la Pravda du 23 février, a émis une appréciation très sévère quant à l'insuffisance des forces scientifiques russes. Voici son appréciation :

L'organisation de la formation des savants souffre elle aussi en raison de défauts essentiels. On continue à manquer de savants pour la physique, les mathématiques, la chimie, les nouvelles branches de la science et de la technique, telles que l'électronique, les semi-conducteurs, les matériaux réfractaires à la chaleur. En même temps, pour quantité de sciences humanitaires, les contingents admis à l'agrégation dépassaient le nombre nécessaire. Dans les chaires spéciales de technique et de technologie, on admet souvent des gens qui n'ont pas l'expérience pratique de la production. Beaucoup de candidats admis à l'agrégation sont médiocrement formés pour pouvoir développer par eux-mêmes une activité de recherche scientifique et d'enseignement...

Le discours de Paukratova, membre de l'académie des Sciences, en tant que spécialiste de l'histoire et particulièrement servile envers Staline, se hasarde à présent à établir un véritable réquisitoire en ce qui concerne les sciences humanitaires. Dans son discours reproduit par la Pravda du 22 février, elle affirme :

Il faut avouer qu'il existe un grand retard dans le développement des sciences sociales...

Pourtant nos travailleurs scientifiques jusqu'à présent ont très peu aidé le parti à résoudre les problèmes économiques. L'éloignement de la vie, de la pratique de l'édification du communisme, tel est le fléau essentiel frappant les savants économistes...

Mais il y a aussi du retard chez les historiens...

Une des tâches absolument urgente est d'élever à un niveau réellement scientifique l'étude de l'histoire de notre grand parti communiste. C'est surtout dans ce domaine que se fait sentir l'influence du culte de la personnalité freinant la science en progrès. Et à présent, nous ne pouvons nous empêcher de constater que presque aucun travail sérieux ne s'opère en ce qui concerne l'histoire du parti ; la revue consacrée aux problèmes de cette histoire qui existait avant guerre ne paraît plus ; il n'existe pas de centre scientifique pour étudier ce domaine...

...La situation n'est pas non plus entièrement satisfaisante en ce qui concerne la publication des œuvres théoriques que nous a léguées Lénine. Beaucoup de documents léniniens importants n'ont pas encore été publiés...

Jusqu'à présent, il n'existe pas de biographie scientifique détaillée de Lénine. Il n'a pas été édité non plus de biographie scientifique des fondateurs du communisme scientifique : Marx et Engels...

Mikoyan fut encore plus radical dans ses appréciations sur le développement scientifique actuel, à en croire la Komsomolskaïa Pravda du 18 février 1956 :

Nous sommes sérieusement en retard en ce qui concerne l'étude de la phase actuelle du capitalisme, nous ne nous préoccupons pas d'étudier en profondeur les faits et les chiffres ; souvent, nous nous bornons, dans des buts d'agitation, de nous saisir de faits isolés concernant les symptômes de la crise qui approche de la paupérisation des travailleurs ; mais nous n'établissons pas une estimation intégrale et profonde des phénomènes dans la vie des pays d'outre-frontière. Nos économistes en étudiant l'économie de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire, souvent glissent sur la surface, ne vont pas jusqu'au fond, ne font pas d'analyse sérieuse et de conclusions générales, évitent de mettre en lumière les particularités de l'évolution de divers pays...

Malheureusement, les données économiques continuent à être gardées soigneusement sous scellés dans l'Administration centrale de statistique, chez le camarade Starovsky. Les économistes sont privés de la possibilité de travailler dessus et sont voués à jouer le rôle de talmudistes, de ressasseurs de

vieilles formules, d'anciennes données. C'est là une des causes pour quoi on ne voit pas d'activité créatrice de nos économistes... (Applaudissements.)

Il faudrait encore dire, ne fût-ce que deux mots, au sujet de nos philosophes. D'ailleurs, ils devraient comprendre d'eux-mêmes que leur situation n'est pas meilleure et que même leur dette envers le parti est encore plus grande que celle des historiens et des économistes...

...Dans notre parti, il y a une quantité énorme de cadres formés théoriquement d'économistes, d'historiens, de philosophes, de juristes, d'hommes qui ont appris parfaitement par cœur les ouvrages des classiques du marxisme-léninisme. Pourtant le rendement de ces connaissances est extrêmement faible ; on ne sent pas chez nous d'activité créatrice profonde marxiste-léniniste.

La majorité de nos théoriciens sont occupés à répéter et à remuer de diverses façons de vieilles citations, formules et propositions.

Comment pourrait-il y avoir une science sans création ? C'est plutôt de la scolastique, des exercices d'écolier, et non pas de la science, car la science est avant toute de la création, de la création du neuf, et non pas le ressassement de ce qui est acquis... (Applaudissements.)

Montrons enfin que depuis le congrès aucun changement n'est intervenu en ce qui concerne plus de liberté dans l'étude des données statistiques. En effet la *Literatournaïa Gazeta*, organe du syndicat des écrivains soviétiques, a publié, à la date du 24 mars 1956, un très long article intitulé « Les sciences sociales et la vie ». Il y est dit, entre autres :

...Une part importante de la recherche sociologique dépend du degré dans lequel le savant dispose de renseignements ; a-t-il à sa disposition le minimum indispensable de données chiffrées, permettant de juger de l'extension de tel ou tel autre phénomène social, du milieu social dans lequel ce phénomène prédomine, et par conséquent, des causes qui lui donnent naissance ?

Malheureusement, les choses vont très mal en ce qui concerne la publication de ces renseignements, comme cela a été dit dans les interventions des délégués au XX^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. A ce point de vue est significatif le fait que jusqu'à présent le recensement de 1939 est la source des données ethnographiques de tous ordres, des indices de la composition de la population par nationalité, classe, etc. On ne publie même pas les données qui pourraient être sans peine déduites comme conséquences des campagnes électorales. C'est au niveau d'avant guerre que se maintiennent les informations sur les mouvements de migration, les mariages, les divorces, la mortalité, les naissances, etc...

Cette crainte des gouvernants russes redoutant de divulguer leur véritable situation démographique est un symptôme de la plus haute importance.

OU EN EST LA JEUNESSE RUSSE : CRIMINALITE OU RESISTANCE ?

Sous l'égide de journalistes comme Deutscher, il n'est pas rare d'entendre répéter avec assurance que la plupart des camps de concentration sont à l'heure actuelle liquidés en Russie. Or absolument aucun texte officiel n'annonce ni la fermeture de ces camps, ni l'abrogation de l'emprisonnement dans ces camps.

Ces bruits s'expliquent en partie, par les témoignages des prisonniers de guerre allemands rentrés dans leurs foyers en assez grand nombre en 1955. Pourtant ces témoignages sur ce point sont assez divers et ils ne peuvent prouver que des camps nouveaux n'ont pas été créés à la place de ceux fermés et où prédominaient les prisonniers de guerre et non les détenus politiques.

Un des documents officiels à parler de certaines modifications dans la répression pénale est le texte du discours de Vorochilov, publié dans le *Troud*, organe de la C.G.T. russe du 21 février 1956 ; mais c'est uniquement pour annoncer l'achèvement des

projets du nouveau Code pénal (n'oublions pas qu'immédiatement après la mort de Staline, la rédaction d'un nouveau code avait été promise par le gouvernement, et ce dans le délai d'un mois !)

Vorochilov soulève en parlant de la criminalité un autre problème : celui de la vie de la jeunesse russe :

En même temps, nous ne pouvons passer sans les examiner les phénomènes monstrueux qui, à notre regret, existent encore dans la jeunesse.

Le secrétaire des J. C. russes, un certain Chelépine, dans la *Pravda* du 22 février, a été infiniment plus explicite sur ce point. Non seulement il n'a pas préconisé la fermeture des camps de concentration, mais il a fait appel, en dissimulant son exigence sous un euphémisme, à de nouvelles mesures de répression. En outre, il a avoué l'existence d'un groupe de chômeurs, jeunes intellectuels, s'élevant environ à un million de personnes. Voici en quels termes il l'a fait :

...Nous avons une bonne jeunesse, une jeunesse remarquable, mais les organisations des J.C. n'ont pas le droit de fermer les yeux sur le fait qu'une certaine partie de la jeunesse mène une vie oisive ; elle se dérobe au travail utile pour la société ; elle tolère des actes amoraux, de l'ivrognerie, et une conduite de voyous. Incontestablement, les J.C. doivent lutter beaucoup plus activement contre ces vices, et nous avons déjà commencé à le faire. On pourrait citer une série de faits positifs. Mais à côté du renforcement de l'activité d'éducation, à notre avis, il faut aussi adopter certaines autres mesures pour brider les véritables voyous...

...En effet, sur trois millions d'hommes sortant des écoles au cours du cinquième quinquennat, entrèrent à l'université 1.380.000 personnes. Mais que font les autres ? Nombreux sont ceux qui ne travaillent nulle part...

...En parlant de la participation de la jeunesse au développement de l'industrie, je ne puis faire autrement que de signaler que certains ministères et directeurs d'entreprises n'accordent pas encore assez d'attention au travail, à la vie et à l'apprentissage des jeunes ouvriers. C'est ainsi que le ministère des Exploitations forestières de l'U.R.S.S. ne prend pas de mesures adéquates pour créer les conditions indispensables dans les dortoirs pour jeunes dans les coupes de bois... En neuf mois de 1955, on avait envoyé dans les exploitations forestières 209.000 ouvriers ; mais en même temps plus de 205.000 ouvriers sont partis ; il est vrai qu'une partie d'entre eux l'ont fait pour des motifs légitimes... Rien qu'au cours de l'année dernière, plus de 20.000 plaintes et réclamations diverses ont été présentées au ministère...

Le recrutement organisé est en réalité un recrutement forcé qui impose aux kolkhoses de fournir un nombre obligatoire d'ouvriers et surtout de jeunes travailleurs.

Chelépine se prononce pour l'abrogation de cette forme de recrutement :

A ce propos, parlons un peu de ce que l'on appelle le recrutement organisé. Il me semble que le temps est venu d'abroger en général le recrutement organisé de la main-d'œuvre ; en effet, beaucoup de dirigeants d'entreprises et de chantiers déclinent toute responsabilité quant à la sélection des effectifs ; ils ne témoignent pas de soins dignes d'un esprit bolchévique quant à l'organisation de la vie culturelle et matérielle des jeunes ouvriers ; car ils savent d'avance qu'on leur fournira autant de travailleurs qu'ils en demanderont. La suppression du recrutement organisé obligera les directeurs d'entreprises à veiller réellement sur chaque homme engagé et aidera à se débarrasser de toutes sortes de rapaces et de fainéants.

Le grand bureaucrate, organisateur des jeunes russes à beau insulter les ouvriers les plus résistants en matière de salaires et de réduction du rythme de travail, l'abolition du recrutement organisé sera une victoire obtenue par la résistance passive, la désertion des chantiers et les réclamations en masse, moyens de lutte témoignant d'un grand courage dans un régime totalitaire.

TRENTE ANS D'OPPOSITION A STALINE

Il est quelque peu puéril de se justifier par son passé. La fameuse phrase d'Aristide Briand, au crépuscule de sa vie politique : « Mon avenir est derrière moi ! » faisait dire spirituellement à F. Bernard : « Dans ce cas, on avance en... marche arrière ! »

Mais on oublie aussi que les politiciens qui usent de telles formules ne cherchent que des alibis et justifient leurs reniements présents par l'évocation de leurs exploits passés.

Il est au contraire de la plus haute efficacité pour un groupement de prouver que son action présente reste orientée par sa tendance constante. Une telle démonstration n'est possible que lorsque l'on accepte — sans réserves — le débat sur tout ce que les membres du groupe ont dit et écrit depuis leurs premières rencontres.

C'est une épreuve à laquelle nous invitons nos amis d'hier et d'aujourd'hui, nos détracteurs d'hier et d'aujourd'hui. La collection de la « R.P. » — de 1925 à 1939 ; de 1947 à 1956 — est à leur disposition.

Ce qui échappe à la discussion, c'est le caractère antistalinien de notre entreprise, dès son premier engagement.

La « R.P. » est née de la lutte antistalinienne, alors même que l'on ne connaissait pas encore le nom de Staline, alors que l'on n'avait pas encore décelé le « meneur du jeu » du drame le plus douloureux et le plus noir subi par la classe ouvrière internationale et l'idéal révolutionnaire.

Monatte rapportait en 1924, alors que venait d'éclater la crise qui défigura le communisme et d'où sortit notre « R.P. », un mot de Manouïlsky, « œil de Moscou » à Paris : « **Staline est très habile, tellement habile qu'il se perd lui-même dans ses habiletés.** »

D'aucuns — qui ont oublié que la « R.P. » fut leur première tribune libre et qui n'admettent comme valable que ce qui est secrété par leur « moi-même » — s'efforçaient encore en 1925 et en 1926 de chercher refuge dans les... « méandres » de cette habileté stalinienne.

Reconnaissons que leurs illusions furent courtes. Qu'ils reconnaissent à leur tour que les membres du noyau de la « R.P. » n'ont jamais eu à se libérer d'un mal dont ils étaient immunisés naturellement.

Pour Monatte, Rosmer, Louzon, pour nous tous, la virtuosité bureaucratique de Staline isolant l'agonie de Lénine, éloignant Trotsky, utilisant Zinovief et Kamenev pour les discréditer, justifiait déjà la rupture avec l'Internationale bolchévisée.

Ce qui nous paraît le plus grave, c'est que ces noms ne représentent pour les gens d'aujourd'hui que des notions très vagues ou même des termes inconnus.

A relire ce que l'on écrivait à l'époque, de 1924 à 1927, on a quelque peine à s'intéresser aux causes avouées de la scission au sein de la phalange d'octobre 1917. Sur le plan russe, on était passé du « communisme de guerre » à la nouvelle politique économique (annoncée par le fameux article de Lénine intitulé : l'Impôt alimentaire de 1921). Il s'agissait d'établir des rapports normaux entre l'industrie et l'agriculture. Trotsky semblait partisan d'une industrialisation rapide. Boukharine appuyait Staline de sa haute culture marxiste, tout en s'alliant à Rikof qui ne craignait pas de reprendre à l'usage des paysans russes le conseil de Guizot : « Enrichissez-vous ! ».

Sur le plan international, on opposait des interprétations différentes de la victoire travailliste, des tentatives de révolution allemande, du plan Dawes qui mit fin à la politique poincariste. Bientôt, la complaisance de Staline pour Tchang Kaï Chek, massacreur des communistes chinois, fournit de sanglants arguments à l'opposition de gauche à la tête de laquelle Zinovief et Kamenev avaient rejoint Trotsky.

On pourrait croire aujourd'hui que c'étaient là des aliments pour une rupture déjà consommée entre les chefs de la Révolution russe. Ceux qui aiment les explications faciles ne manquèrent pas d'évoquer les luttes au sein de la Convention et du club des Jacobins. Et il est vrai que dans les deux cas, les « considérants » et les « attendus » des motions et des jugements n'exprimèrent que l'accessoire, l'accidentel, le mobile passionné. Mais il est également vrai que dans les deux cas, l'essentiel ne résidait pas dans une simple rivalité entre des hommes et des clans. Albert Mathiez a porté au premier plan dans son œuvre magistrale : « La Vie chère et le mouvement social sous la Terreur », les nécessités économiques qui avaient opposé les Girondins aux Jacobins, Danton à Robespierre, les Montagnards aux Enragés et aux Thermidorien.

Il nous a fallu quelque temps pour découvrir l'essentiel dans les conflits de Moscou. Mais dès 1924, nous étions sur la voie. Une fois de plus l'empirisme fut plus efficace que la science doctrinale et permit une investigation profonde que l'anecdote politique et journalistique ne pouvait assurer. Ni les thèses ni les analyses psychologiques ne fournissaient de réponses aux questions posées. On a pu de 1924 à 1936, en URSS, appliquer successivement les idées de Trotsky, de Boukharine, de Rikof, de Zinovief. **Mais il fallait se débarrasser de Trotsky, de Boukharine, de Rikof, de Zinovief.** Parce que Staline voulait régner seul ! Parce qu'il était un maniaque sanguinaire ! Ces jugements certainement fondés expliquent Staline, non le stalinisme, ou plutôt, ils prouvent que Staline était bien, par sa monstruosité même, l'homme d'une situation anormale, contre nature. Exactement comme Mussolini et Hitler. **La victoire de la bureaucratie assurait la domination d'une caste. La liquidation des conquêtes et des hommes d'Octobre 1917 annihilait le mouvement ouvrier. La « bolchevisation » de l'Internationale garantissait le développement de l'impérialisme le plus réactionnaire de notre temps.**

Nous avons déjà écrit que cette évolution n'était pas fatale. Si l'opposition en Russie au lieu de se battre pour le pouvoir avait tenté simplement d'organiser la résistance ouvrière, si l'industrialisation avait été menée à un rythme normalisé par cette résistance, si l'opposition internationale avait concentré ses efforts non sur les partis, mais sur les syndicats, organes de classe... le stalinisme n'aurait peut-être pas abouti à son plein accomplissement...

Or, ce que nous avons encore le droit d'affirmer, c'est que la « R.P. » s'est tenue avec ténacité sur cette double base de l'opposition antistalinienne, qu'il n'y eut jamais depuis 1925 d'interruption dans cette lutte dont le caractère n'a pas varié selon les péripéties et les aventures qui marquèrent l'évolution de l'URSS et de l'Internationale.

C'est en 1927 que la répression succéda en URSS à la contrainte bureaucratique. Trotsky, ses amis et alliés furent déportés.

C'est en 1929 que Trotsky fut exilé et c'est de cette année que le Grand Proscrit — éternel outlaw — promena son « Hauteville-House » de Constan-

tinople à Mexico en passant par Fontainebleau et une vallée norvégienne.

C'est en 1934 que l'assassinat de Kirof — secrétaire du parti russe de Léningrad — déclencha une répression si sanglante et si opportune que l'on peut soupçonner Staline d'être l'inspirateur d'un attentat qui provoqua la liquidation totale des hommes de la Révolution d'Octobre 1917. Et les procès de Moscou de 1936 et de 1937 conclurent le tragique processus.

Domage que nos moyens financiers ne nous permettent pas de publier aujourd'hui tous les articles de la « R.P. » qui marquent les différentes étapes de cette évolution.

Le numéro du 1^{er} décembre 1928 porte une lettre d'abonnés de Longwy réclamant l'organisation d'une campagne de protestation et se solidarisant, à la suite du noyau de la « R.P. », avec les « combattants de la période héroïque, déportés dans les régions les plus déshéritées de la Russie ».

Un numéro spécial en 1929 était entièrement composé de quatre articles de Léon Trotsky, premiers écrits de son exil.

Nous avions réussi en 1928 à tirer Nicolas Lazarevitch des griffes du Guépéou. Nous réussîmes en 1935 à libérer Victor Serge.

Yvon, ouvrier espérantiste, qui était parti mettre ses grandes capacités techniques au service de la Révolution russe, était déjà revenu tellement désabusé qu'il fallut insister pour qu'il consentit à éclairer les lecteurs de la « R.P. » sur la faillite dont il avait été le témoin.

Nicolas, un anarchiste russe qui ne s'était pas rallié au bolchevisme mais qui, tout en critiquant impitoyablement le régime, acceptait encore en 1928 la nécessité de la résistance à la contre-révolution blanche.

Serge, écrivain anarchiste, nourri de culture occidentale, victime des aberrations de la propagande par le fait, de la reprise individuelle, comme de la lâche férocité bourgeoise, qui s'était totalement engagé dans la Révolution d'Octobre dont il fut un des premiers à nous transmettre le prodigieux message.

Yvon, un communiste d'un internationalisme efficace, qui, alors que tant d'autres s'essoufflaient après les griseries romanesques du mythe bolchevik, avait choisi délibérément de participer à la tâche longue et difficile de construction socialiste.

Ces trois témoins par leur succession même avaient établi notre conviction non d'un seul coup, mais par une progressive désintoxication. Les déclarations de Serge, lors du banquet que nous lui avions offert en 1935, restent gravées dans notre esprit : « **Sur tout le territoire de l'URSS, il n'est pas un socialiste, pas un libertaire, pas un syndicaliste, connu comme tel, qui soit en liberté.** » Nous pouvions déjà ajouter un communiste, si l'on entend par ce terme un partisan sincère des idées de Marx, d'Engels, de Lénine, même avec les sévères contraintes que cette adhésion implique.

Mais ces témoins ne témoignaient pas seulement d'un passé proche. Ils suivaient le présent avec une vigilance que le parti pris n'obscurcissait pas. Eux-mêmes avaient évolué de la désillusion à l'opposition puis à la révolte. Il fallut cependant les procès de Moscou de 1936 et 1937 pour parachever cette révélation progressive.

Monatte qui en 1927 avait le premier rangé les stalinien français sous la raison sociale : « Parti des déportations », trouvait encore le titre convenant parfaitement à la tragédie de Moscou : **le 30 Juin de Staline**. Analogie entre la rapide et spectaculaire liquidation (par Hitler) de la vieille garde nationale-socialiste et l'extermination des survivants de la Révolution d'Octobre.

Opération qui ne se limita pas aux frontières de

l'URSS, qui se prolongea en Espagne par le procès du P.O.U.M. et l'assassinat d'Andrés Nin, dans le monde entier par des attentats contre les communistes.

Mais cette apocalyptique hallucination ne pouvait suffire pour vaincre les « complexes » du monstre. Il lui fallait la tête de Trotsky. Et l'activité se localisa à Mexico en 1940. Une bande de tueurs — beaucoup plus lâches que les plus sinistres exécuteurs des gangs — traversa d'un long tir de barrage les chambres où reposaient le vieux chef, sa compagne et son petit-fils. Par miracle, Trotsky échappa. Il fallut qu'introduit par trahison une misérable crapule lui défonçât le crâne à coups de piolet. Le stalinisme atteignait la perfection dans l'horreur et le sadisme.

En 1940, nous étions contraints au silence. Mais en 1936 et en 1937, nous avons parlé. Presque seuls. Car il ne fallait pas troubler les kermesses et l'euphorie du Rassemblement populaire. La collection de la « R.P. » contient une véritable anthologie du long « cauchemar de Moscou ». Au congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne de 1937, le cynisme des stalinien que leurs otages réformistes ne gênaient guère avait inséré dans le rapport moral l'approbation des crimes stalinien. Delsol, Hagnauer, Guigui, Fronty et Charbit se dressèrent contre la meute hurlante qui renonça cependant au coup de langue sur le sang frais.

Charbit devait, deux ans plus tard, annoncer à la même tribune (congrès de l'U.D. de la région parisienne de mars 1939) que Staline pourrait fort bien s'entendre avec Hitler. Louzon prédisait la même chose dans l'organe de la S.I.A. et dans la « R.P. ». Nous avions dans « l'École libératrice » conseillé aussi quelque prévoyante prudence à un stalinien dont le chauvinisme forcené avait flétri notre pacifisme.

Bons prophètes ? Non. Mais militants convaincus de la parfaite similitude entre les deux régimes totalitaires. Staline a obéi à la logique de son génie en favorisant Mussolini, en favorisant Hitler puis en s'alliant avec lui, en cherchant à se rapprocher de lui pour une paix séparée en 1943. Ce sont Churchill et surtout Roosevelt et les résistants français sincères qui ont manqué de jugement et de clairvoyance. C'est la mégalomanie de Hitler qui nous apparaît comme démentielle...

Sans doute, fallait-il que l'un des deux monstres disparaisse. Mais celui qui l'a emporté avait sur l'autre la supériorité d'être resté maître du système, jusqu'au bout, et d'avoir triomphé dans cette compétition entre deux barbaries.

On aurait tort de juger que notre légitime fierté d'avoir compté parmi les premiers ennemis du stalinisme nous inspire quelque mépris ou au moins quelque condescendance à l'égard de ceux qui se sont détachés du parti communiste ou des groupes sympathisants, au cours des successifs tournants de la politique stalinienne.

Mais il est nécessaire de répéter qu'en cette affaire particulièrement, on se définit en s'opposant — que les causes de l'opposition déterminent un classement des tendances.

On s'évertue à nous situer — et comme on ne dispose que d'un nombre limité de tiroirs, on a choisi pour nous celui qui favorise une discrimination un peu trop claire.

Mais nous sommes — tel ce bon Georges Brassens — « la mauvaise herbe qu'on ne peut ni rumer, ni mettre en gerbes ».

Déjà en 1924, lorsque le conflit entre Trotsky et la troïka — Staline, Zinovief et Kamenev — se prolongeait dans le parti communiste français, Monatte refusait de se classer selon les normes russes et ré-

clamait pour nous une place à part sous le titre : Gauche ouvrière.

Nous nous y sommes tenus. Nous avons refusé de condamner Trotsky. Nous reconnaissons encore que la liquidation de Trotsky et des trotskystes marque le point culminant dans la rupture avec la Révolution de 1917.

Mais il est aujourd'hui certain que la victoire de Trotsky n'aurait pas empêché la formation de la véritable Gauche ouvrière, la naissance et le maintien de la « Révolution prolétarienne ». Car notre adhésion à l'Internationale communiste prolongeait le groupement de Zimmerwald où s'étaient retrouvés tous ceux qui voulaient défendre la Paix et la Révolution, par et pour la classe ouvrière. La bolchevisation de l'I. C. consacra la dispersion de ce rassemblement. Elle détermina brusquement la cassure qui se serait produite fatalement à plus ou moins longue échéance, entre l'Etat dit socialiste de Moscou et notre idéal révolutionnaire.

Ce qui nous oblige encore à dénoncer une double confusion.

Confusion entre un Etat dit socialiste et le socialisme international.

Confusion entre la lutte contre un Etat dit socialiste devenu tyrannique et totalitaire (ce qui est conforme à sa nature propre) et la violence réactionnaire baptisée anticommuniste.

Inutile d'insister sur notre opposition irréductible non seulement au système capitaliste, non seulement aux impérialismes, mais aussi à toute tentative de révision des valeurs fondamentales qui inspirent notre action ouvrière.

Mais il faut insister encore sur notre opposition irréductible à ceux qui envisagent la construction du socialisme, hors de la pleine liberté du mouvement ouvrier.

Cette confusion persiste et même s'aggrave aujourd'hui. On accepte avec soulagement le reniement de Staline et le retour à Lénine, en donnant à ces affirmations moscovites le sens d'un retour à un communisme épuré des excès morbides et démoniaques. **Mais on ne veut pas interpréter le stalinisme comme le frère de l'hitlérisme, comme l'armature et l'âme d'un impérialisme réactionnaire.**

L'accord avec Tito, la réhabilitation des communistes hongrois et bulgares exécutés sous Staline tradiraient-ils une renouance du véritable communisme ?

On veut oublier que Staline a mené son jeu impérial en liquidant ou en tentant de liquider des oppositions « nationales » même animées par des communistes indigènes. A l'origine du conflit avec Tito, il y a l'impossibilité pour la Yougoslavie d'aménager son économie selon les besoins de l'impérialisme russe. A l'origine du procès Rajk, il y a la tendance à un accord économique particulier entre la Hongrie et la Yougoslavie. A l'origine du procès Clementis, il y a le projet de fédération danubienne.

La condamnation de Staline, c'est la révélation d'une lutte de castes, peut-être une ébauche de lutte de classes en URSS — c'est un assouplissement de la politique impériale provoquée par la résistance passive et quelquefois active des peuples colonisés.

C'est peut-être aussi une assurance mutuelle pour ces gens de la direction collégiale, qui se tendent fraternellement la main droite tout en protégeant leur nuque de leur main gauche.

C'est peut-être enfin un alibi « a posteriori » pour des héritiers qui ont probablement hâté la fin de l'oncle Joe.

Les post-staliniens français et russes d'hier peuvent se muer en néo-antistaliniens. Ils n'en sont pas « réhabilités », au contraire, ils accentuent leur déchéance.

Quant aux intellectuels qui échangent sereinement des propos sur le marxisme, avec tous les J.-P. Sartre qui — connaissant parfaitement les crimes staliniens — n'ont pas cessé d'associer la classe ouvrière au

stalinisme, nous les laissons à leurs doctes entretiens.

Aucun homme de bonne foi ne peut tolérer l'imposture de J.-P. Sartre — suprême injure pour Marx et pour la classe ouvrière. Celle-ci est excusable d'ignorer tout le drame de la Révolution russe. Le « philosophe » qui exprima une haine hystérique à l'égard de toute l'Amérique, lors de l'affaire Rosenberg, et qui s'est solidarisé avec les assassins staliniens s'est classé définitivement parmi les... « respectueuses » de l'ordre établi à Varsovie et à Moscou.

Nous n'avons rien de commun, quelles que soient leurs pirouettes actuelles, avec ceux qui cherchent dans leur bibliothèque des excuses ou des justifications pour le « système » stalinien — pas plus qu'avec ceux qui en cherchaient pour les monstruosités hitlériennes.

Mais les militants ouvriers et révolutionnaires, longtemps abusés par l'aberration bolcheviste, s'ils ont jeté leur uniforme aux orties, seront toujours accueillis par nous comme des frères retrouvés !

Roger HAGNAUER.

ELEMENTS D'UN BILAN

Il y a un an, en la salle de la mairie de Puteaux, se tenait une conférence syndicaliste nationale. La résolution votée au terme des deux journées de travail préconisait :

— de favoriser la création de groupes de militants sur la base locale, professionnelle et d'entreprise, dans les buts précis :

a) d'étudier les problèmes sociaux actuels, par des monographies et des bilans ;

b) de rechercher les solutions ouvrières à ces problèmes ;

c) de définir sur cette base une véritable politique syndicale ouvrière capable d'animer et d'orienter l'évolution économique et sociale ;

d) de défendre et de propager ces solutions au sein des diverses confédérations, sans souci des particularismes de centrale ;

e) d'articuler et de coordonner ces efforts sur les plans national et international ;

f) d'utiliser au maximum ces études et ces propositions pour la reconstitution d'un fonds de bibliothèque syndicale ouvrière.

Les résolutions écrites ont cela de bon que l'on peut les relire, un an après, et comparer les résultats aux promesses. Dans le cas présent, la confrontation ne provoque pas l'enthousiasme, car en fait il n'a été créé que trois cercles dans la région parisienne : métallurgie, enseignement, livre-presse. Ni le bâtiment ni aucun des services publics n'ont démarré. En province, ce qui existait continue à vivre, mais nulle région nouvelle, nul centre industriel hors-circuit ne se sont manifestés.

Des études à mener, aucune n'a été poussée jusqu'au bout ; nous n'avons par conséquent rien pu éditer qui fut de poids, et de signification durable ; nous n'avons pu, au sein des organisations syndicales, présenter des travaux impliquant une intervention possible de la classe ouvrière pour résoudre des problèmes sociaux.

Un des rares éléments positifs que nous puissions citer est le relatif succès des contacts internationaux. L'échange de nouvelles et d'informations, sous forme de « lettres » rédigées par des militants et publiées dans divers journaux ou revues, a pris un bon départ et tend à se développer.

Certes, les militants de la région parisienne et

ceux de province pourraient énumérer de solides arguments pour expliquer leur piétinement ou leur lent démarrage. Des trois publications qui soutinrent l'initiative de Puteaux, il ne reste plus que **la Révolution Proletarienne, Le Trait d'Union Syndicaliste** a disparu en été 1955, et **l'Alliance Ouvrière** a cessé de paraître en 1956. La liaison, pratique et régulière, entre camarades, par le truchement des organes d'études, a été rendue plus difficile. D'autre part, le noyau parisien a perdu le petit local qui abritait ses réunions. Pis encore, la salle de conférences, où les cercles pouvaient convoquer des assemblées plus larges, est fermée depuis un mois. On conçoit les difficultés rencontrées pour créer un esprit, une ambiance, un milieu, des équipes et des cercles de travail, par correspondance ou par téléphone.

Ajoutons à cela que divers militants, entièrement d'accord pour que le mouvement syndical joue pleinement son rôle, suivant une politique ouvrière, et devienne le moteur de l'évolution sociale, sont accaparés par les besognes de leurs organisations professionnelles. Quand on se trouve devant les portes des usines au matin tôt et le soir, que l'on recrute pour les syndicats libres et que l'on organise des permanences, il ne reste guère de temps pour participer aux réunions de cercle ou de comité. Et nous nous garderons bien d'émettre le moindre reproche. Nous préférons l'action lucide sur le tas à la recherche parasyn-dicale.

Notre tentative souffre enfin d'un mal connu, celui de la pauvreté financière. Tant qu'il s'agit de payer des salles, de « tirer » des convocations, de timbrer des lettres, l'aide de chacun est suffisante. Quand il faut rassembler une documentation de base, consacrer plusieurs journées à la recherche de renseignements précis, circuler, les frais dépassent notablement les possibilités individuelles.

A examiner les quelques tentatives lancées par les cercles, la conviction que nous sommes dans la bonne voie se renforce. Les études de **Le Bras** sur la psychologie du métallo parisien, de **Thévenon** sur l'évolution des conditions sociales dans la Loire, de **Dichamps** sur la mécanisation du travail dans le bâtiment apportent un son neuf, actuel, contrastant avec les rengaines propagandistes auxquelles les propagandistes n'accordent plus créance. Les débats sur la réalité des salaires dans la métallurgie, sur la cohue « laïque », sur le problème des nouveaux procédés techniques dans l'imprimerie, ont réuni des auditeurs peu nombreux mais soucieux de faits et d'action intelligente, avides de déterminer une politique syndicale ouvrière.

En bref, les objectifs et les méthodes définis à Puteaux par quatre-vingts militants appartenant aux diverses centrales ouvrières correspondent à un besoin ressenti par la grande majorité des syndicalistes qui se refusent à désespérer de l'intervention ouvrière.

Et ce qui est vrai pour la France l'est également pour d'autres régions du monde. Tant dans les courants syndicalistes espagnols, que dans les mouvements scandinaves, latino-américains ou italiens, la même inquiétude se manifeste envers des attitudes et des vocabulaires qui ne tiennent pas compte des situations nouvelles.

Pessimisme et optimisme relèvent des tempéraments individuels. Le mouvement de Puteaux n'a que faire d'illusions ou de nostalgies, il a par contre à relever un défi, celui que nous lance une transformation sociétaire, vérifiable en tous points du globe, et qui s'accomplit sans que la classe ouvrière organisée y participe volontairement et

intelligemment, avec ses organisations, ses objectifs et ses procédés.

Louis MERCIER.

P.S. — 1) Dans le compte rendu du comité fédéral de la fédération française des Travailleurs du Livre (CGT), paru dans **l'Imprimerie Française** de mars 1956, il est mis dans la bouche de Bernard que l'organisation de la Conférence De Boë revient au journal « L'Unité ». Erreur. La conférence syndicaliste de Puteaux n'a aucun rapport avec « L'Unité » ; le cercle Livre-Presses non plus, et le débat où De Boë s'est exprimé en toute liberté, de même que les auditeurs F.O. et C.G.T., ne lui est en aucune façon redevable de quoi que ce soit.

Cela pour préciser que nous ne prétendons nullement « regrouper les organisations syndicales », mais bien travailler en sorte que les syndicats libres puissent s'entendre sur un programme d'action syndicale commun, parce que conçu en fonction des problèmes qui leur sont communs.

2) L'ami Ferdoussi, dans une lettre où il se déclare d'accord avec l'article « La politique de nos moyens », évoque la trop grande fonctionnarisation des cadres syndicaux et préconise le retour à l'usine des permanents, tous les 3 ou 4 ans.

Sans entrer dans le détail d'une discussion qui revêt un intérêt certain, il faut remarquer qu'un phénomène nouveau se manifeste dans le mouvement syndical : nombre de militants permanents ont tendance à retourner au travail, les uns par fidélité au principe de rotation des cadres, et d'autres tout simplement parce que l'industrie privée leur offre des salaires, des avantages et des garanties que les confédérations ne peuvent leur donner. Nouvel exemple de la relativité des formules : en fait de « fromage », celui des centrales est parfois bien maigre. Et quand un militant atteint 40 ou 50 ans, il commence à se gratter le crâne en se demandant comment il finira ses vieux jours... — **L. M.**

EXPÉRIENCE TRAVAILLISTE ?

Nous allons célébrer cette année à la fois le vingtième anniversaire des journées de juin 1936 et le cinquantième de la Charte d'Amiens.

Excellente occasion, paraît-il, pour réviser celle-ci. L'hebdomadaire « **Demain** » — organe du socialisme européen — dont la lecture toujours intéressante l'est particulièrement en cette affaire, car son numéro du 5 avril 1956 sous le titre « **Renouveau dans le syndicalisme** » nous apporte des précisions sur la séance de la C.E. de F.O. du 29 mars. Est-ce Marcel Rousseau qui a rédigé l'article ? On le regretterait. Il nous avait habitués à plus de clairvoyance. Remercions-le cependant pour ses informations, sinon pour ses commentaires.

Ainsi, par 11 voix contre 10, la C.E. a décidé de porter à l'ordre du jour du prochain comité national confédéral la question « **des principes du syndicalisme** ». Richard et Delamarre curaient animé la majorité. Bothereau et Lebourre se rangeront dans la minorité.

Parlons net. Il s'agit de la « **révision des principes** ». Peut-être de la formation d'un parti travailliste français. Déjà une motion de l'Union de la Haute-Vienne — où l'action syndicale a toujours été fortement liée à la propagande socialiste — nous avait avertis. L'idée — déjà vieille — c'est de faire du syndicalisme le moteur d'un regroupement politique en proposant son programme à la nation, et **en ralliant tous ceux qui cherchent désespérément le moyen de sauvegarder la liberté, en réalisant la justice sociale** ».

La réalisation, ce serait peut-être un rassemblement analogue à celui que l'on a tenté en 1934, autour du plan de la C.G.T., avec la représentation d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière. C'est plus sans doute : un nouveau rassemblement populaire (analogue à celui de 1936) où syndicats, partis

politiques, associations philosophiques seraient représentés.

Ce sont là des expériences que nous avons vécues et qui furent assez décevantes. Aussi voudra-t-on aller plus loin : former avec l'aile marchante de la C.F.T.C. et l'aile révisionniste de la C.G.T.-F.O. un nouveau parti qui réduirait le parti socialiste à un club d'archéo-marxistes et le M.R.P. à une fédération de sacristains. On isolerait les communistes et on obligerait Mendès-France — nouveau Malenkof — à se déprécier en se spécialisant.

Nous sommes gênés, comme nous l'étions en 1935, lorsque le néo-syndicalisme de Belin se heurtait déjà au traditionalisme de Jouhaux. Nous nous sentions aussi irrités par la « sclérose » des vieux qu'inquiétaient par les audaces des jeunes. Et en 1936, les dangers se précisant, nous avions soutenu Jouhaux.

Le choix serait encore plus pénible aujourd'hui. On peut dire de Richard — sans l'insulter — qu'il vient de loin. Mais on peut évidemment parler avec lui avec l'espoir d'être compris. Quant à Delamarre, nous n'avons jamais dissimulé notre sympathie pour le militant et notre respect pour son effort de documentation sérieuse et solide. Subit-il le mal déjà apparent même chez Merrheim, militant exceptionnel ? Le mal des leaders de la Métallurgie, remarquables autodidactes, dont la connaissance d'une industrie en évolution rapide se heurte à la passivité intellectuelle d'une masse où les ouvriers qualifiés deviennent de moins en moins visibles ?

On sait d'autre part ce que nous pensons de la prudence de Bothereau. Le rédacteur de l'article peut ironiser aussi sur le syndicalisme « indépendant » de Lebourre, dont l'expression trouve sa place dans les colonnes du « Figaro ». Il a sans doute raison de noter que Benoit Frachon défendrait sans doute « la Charte d'Amiens », car la lettre de celle-ci ne gênerait pas plus ce cuisinier moscotaire, que la lettre de l'Evangile ne pouvait gêner un révérend père jésuite.

Mais so manière de joindre à ce bloc conservateur l'anarcho-syndicaliste Hébert et les syndicalistes révolutionnaires nous oblige à opposer à sa séduisante ironie quelques banales observations historiques et actuelles. Rapidement, en attendant un débat plus ample :

1° La Charte d'Amiens n'est pas un manifeste idéologique. Au cours des congrès confédéraux de 1902 à 1914, la minorité réformatrice était numériquement importante. Or, la Charte d'Amiens a été votée par 830 voix contre 9. C'est donc bien une charte d'unité.

Sa formule d'indépendance conclut de nombreuses expériences vécues par la classe ouvrière. Sa formule de « lutte de classes » n'est pas une affirmation de principe, mais la constatation d'un fait. Quant à la grève générale, si on n'a pu aboutir par ce moyen à l'émancipation totale de la classe ouvrière, on s'en est servi efficacement pour sauver la liberté du mouvement ouvrier, particulièrement en Allemagne en 1920, en France en 1934.

2° Quand on veut prendre modèle sur le travailisme anglo-saxon, on oublie qu'il ne fut à son origine qu'une « machine parlementaire » montée par les Trade-Unions auxquels se joignirent des partisans socialistes. Il n'y eut un mouvement travailliste que parce que la classe ouvrière, unie presque unanimement dans ses syndicats, se voulait totalement indépendante politiquement.

Toute opposition révolutionnaire dans le travailisme officiel s'est manifestée d'abord dans les syndicats. Une opposition dite de gauche menée par les intellectuels socialistes aboutit au bevanisme. Ce n'est pas aux rédacteurs de « Demain » qu'il faut signaler les dangers — sur le plan de la politique internationale — du bevanisme. Au contraire, une oppo-

sition ouvrière — se signalant souvent par des grèves sauvages — aboutit en fin de compte à un bénéfice pour la classe ouvrière britannique.

Ici, nous n'avons pas ménagé le Labour Party. Nous lui reconnaissons cependant la vertu essentielle d'être la classe ouvrière britannique. Le travaillisme français, né d'une doctrine ou d'un programme, surgissant de cercles politiques et intervenant au sein d'une minorité de la classe ouvrière, représenterait incontestablement un facteur de division.

3° Il est entendu que nous sommes les derniers fidèles d'une religion archaïque. Mais nous avons déjà — fort modestement ! — rappelé à nos censeurs réalistes que leurs idées ont bénéficié d'une audience très favorable, qu'elles ont souvent influencé la C.G.T. — hélas ! plus efficacement que la Charte d'Amiens — ; que certains d'entre eux ont eu l'occasion de participer directement ou indirectement au pouvoir. En Belgique, sous le gouvernement De Man, en Allemagne avec les coalitions socialo-centristes, en France de 1936 à nos jours (sans exclure la période de la Révolution nationale). Pourquoi diable sont-ils si discrets pour dresser leur bilan ? Et pourquoi toujours parler de l'obstacle représenté par la Charte d'Amiens ?

La lettre de celle-ci — hélas ! — n'a gêné ni la corruption des militants révolutionnaires par le bolchevisme, ni la séduction des réformistes par le pouvoir. Ce n'est pas la Charte d'Amiens qui a empêché que soient extraits de l'organisation syndicale des hommes providentiels, : des ministres, comme Belin, Croizat, Marcel Paul, Albert Gazier, R. Lacoste ; de hauts fonctionnaires comme Millon, Mons, Boursicot, Dupérier.

Mais que voulez-vous exactement, ô réalistes ? Pour appliquer un programme, il faut être au gouvernement. Pour prendre le gouvernement, il faut disposer de la majorité parlementaire. Avez-vous actuellement cette prétention ? Nous avons déjà le Rassemblement républicain. Vous voulez y joindre le M.R.P. Mais c'est déjà fait. Nous avons le gouvernement Guy Mollet... qui fait ce qu'il peut... c'est-à-dire pas grand-chose de bien.

Ou bien vous voulez une autre majorité. Refaire... en mieux, ce que Mendès-France a tenté. Groupier une majorité électorale sur un programme dynamique... Pour préparer votre campagne... lointaine, à moins d'un coup de force, il vous faut du temps, du temps qui ne sera pas employé qu'à la préparation ou à la diffusion d'un programme.

On peut vous prédire une alternative. Ou bien on aura un nouveau rassemblement populaire, avec les post-staliniens. Ou bien pour créer votre parti travailliste, vous vous placerez à la droite du parti socialiste, dont la fraction la plus active se dressera contre vous.

Terminons par deux autres observations :

1° L'expression politique appliquée au syndicalisme révolutionnaire provoque toujours une regrettable confusion. Le syndicalisme révolutionnaire n'est pas politiquement neutre. Il représente une politique exclusivement ouvrière. Il entend que cette politique soit menée par l'organisation de classe. Il ne veut pas qu'elle le soit par des partis, par des organes de l'Etat.

2° Si l'on veut discuter le syndicalisme révolutionnaire, il faut au moins ne pas le caricaturer. Un syndicaliste ne reprend pas en 1956 les solutions de 1906. Mais en 1956 comme en 1906, il pense que l'essentiel c'est de créer et de développer des institutions ouvrières, de former des militants qui soient exclusivement syndicaux, d'encourager toutes les initiatives ouvrières.

C'est à cette besogne que devraient s'employer ceux qui souffrent de « l'immobilisme confédéral ». — R.H.

Notes d'Economie et de Politique

LE MASSACRE

Donc, Mollet a opté pour le massacre, et Lacoste a été chargé de l'exécuter.

Du coup, les Européens d'Algérie sont en liesse, et si Mollet retournait aujourd'hui à Alger, il serait accueilli avec des arcs de triomphe, car ils vont pouvoir se lancer à corps perdu dans ce qui a toujours été leur sport favori : tuer du « bicot ». Cependant que tous les va-t-en guerre de la métropole, tous les héros en chambre, tous les fuyards de 40 s'apprentent à se gorger de gloire militaire. Car la valeureuse armée française va vaincre une fois de plus. Déjà, en 1947, ses mitrailleuses avaient triomphé de Malgaches armés de saqaies (80.000 Malgaches tués) ; demain, ses tanks, comme en 45 dans le Constantinien, triompheront des mitrailleurs des « salopards ». La IV^e République est vraiment une grande république !

Combien va-t-on en tuer ? Vingt mille ou quarante mille, comme en 45, serait insuffisant ; il en faudra au moins cent mille, peut-être un million. Un million, cela ferait 10 % de la population, un sur dix, le vieux procédé de la décimation, ça pourrait faire l'affaire.

Au siècle dernier, alors que le prolétariat français avait encore du sang dans les veines, la bourgeoisie estimait qu'il fallait une « saignée » tous les deux ans, pour tenir en respect le peuple de Paris ; aujourd'hui, la bourgeoisie exige et obtient une saignée, tous les dix ans également, pour tenir en respect le peuple d'Algérie : après 1945, 1956.

Les semaines qui viennent rappelleront non seulement à ce point de vue, mais à bien d'autres, la Semaine sanglante de 71.

L'échelle sera pourtant différente, car nous avons fait des progrès depuis Thiers ; ce n'est plus seulement une semaine que durera le massacre, mais des semaines et même sans doute des mois, et ce n'est pas seulement 30.000 pauvres bougres qui seront tués mais des centaines de mille. M. Mollet, récemment encore candidat de la « gauche » au secrétariat du parti socialiste, et M. Lacoste, transfuge du syndicalisme, montreront par là la supériorité des « révolutionnaires » sur ces timides bourgeois qu'étaient Thiers et Gallifet.

Cependant que, pour s'excuser auprès des niais, on refera, *mutatis mutandis*, le coup des otages.

Durant des décades, on ne parla de la Commune que pour flétrir le meurtre des otages. Parce que les combattants des journées de mai — après qu'il fut bien établi que les Versaillais tuaient tous ceux qui tombaient entre leurs mains — exigèrent qu'on appliquât le décret de la Commune stipulant qu'on exécuterait des otages si les Versaillais tuaient les prisonniers, et que 71 personnes, en tout et pour tout, furent ainsi fusillées, la Commune devint pour tous les bien-pensants et pour tous les « historiens », non point le massacre de 30.000 prolétaires parisiens, mais celui des 71 otages ! Jamais on ne parlait du premier chiffre, mais seulement du second.

De même, les centaines de milliers d'Arabes massacrés seront systématiquement ignorés, mais on brandira les quelques douzaines de civils européens tués au cours de l'insurrection. L'« instituteur » frappé au début de la révolte

remplacera l'« archevêque » dans l'indignation des honnêtes gens.

Et de même qu'au siècle dernier, c'étaient des hommes de « gauche », des hommes qui venaient de battre la « réaction », qui se chargeaient régulièrement des saignées à faire sur le peuple parisien, que ce furent les hommes de 48, venant de renverser Louis-Philippe qui opérèrent la saignée de juin (10.000 ouvriers tués) et que ce furent les hommes du 4 septembre, venant de renverser l'empire, qui firent le massacre de la Commune, ce sont aujourd'hui les hommes du « Front républicain », qui, eux, il est vrai, ne viennent que de renverser Edgar Faure, car, comme l'a remarqué Marx, les événements historiques ne se répètent souvent que sous forme de caricature, qui assument la tâche de décimer le peuple d'Algérie. La logique de l'histoire est toujours semblable à elle-même, même dans l'illogisme.

Cependant, cette saignée, même si elle doit se solder par un million de cadavres, suffira-t-elle ?

Rien n'est moins sûr. En juin 48, en mai 71, le prolétariat français était seul ; tandis que les Arabes d'Algérie, aujourd'hui, ne sont pas seuls. Car il se trouve cette chose étrange, que l'internationalisme prolétarien a beau être proclamé *urbi et orbi*, il ne s'est jamais traduit dans les faits. Les communards français ont dû combattre seuls, sans aucun appui extérieur ; de même les chartistes anglais, les spartakistes allemands, la C.N.T. espagnole. Par contre, la solidarité de race et de civilisation, qui, elle, ne se présente point comme une doctrine, est, en revanche, un fait réel et qui se révèle efficace. Français et Anglais ont soutenu naguère les Grecs révoltés contre les Turcs, l'Inde et la Chine ont été solidaires de l'Indonésie en lutte contre ses maîtres hollandais et de l'Indochine en guerre contre ses maîtres français. De même, présentement, tout le monde arabe est solidaire du peuple algérien, lui fournissant armes, munitions et conseils. Solidement encasté entre les deux nouveaux Etats de la Tunisie et du Maroc qui viennent de secouer la domination coloniale et qui ne font point mystère de l'appui qu'ils sont prêts à donner à leurs congénères d'Algérie, sachant bien que si ces derniers étaient vaincus, la France ne tarderait pas à les remettre eux-mêmes sous le joug, le peuple algérien peut tenir.

Il le peut d'autant plus que craignant, avec raison, que le maintien de la domination française sur l'Algérie entraîne irrésistiblement le monde arabe à désertier la cause de l'Ouest pour embrasser celle de l'Est, Angleterre et Amérique font savoir, sur les instances du gouvernement français qu'elles lui donnent leur appui (ah ! qu'en termes diplomatiques ces choses sont dites !) ... pour la recherche d'une solution *libérale* du problème algérien.

C'est-à-dire une solution qui ne soit pas le massacre, mais la fin du colonialisme, celle-là même que, précisément, avant les tomates d'Alger, Mollet et son parti préconisaient. Si bien que, malgré tous les efforts tentés par nos gouvernants pour présenter par les mille voix de leurs services de propagande, les déclarations

anglaise et américaine, comme un appui pour leur politique de répression à outrance, dans cette politique *la France est seule*.

Afin de lever ce lourd handicap, les politiciens français ne disposent que de deux armes, deux armes sœurs : le mensonge et l'hypocrisie papelarde.

Il faut d'abord cacher la vérité.

C'est là bien certainement l'une des raisons pour lesquelles la première décision prise en vertu des pleins pouvoirs a été la fermeture de la frontière algérienne. Il faut que le massacre puisse avoir lieu dans la nuit. Qu'aucun journaliste indépendant ne puisse rééditer le coup du correspondant de l'Associated Press sur les « ratissages » du Cap Bon, et, pour cela, qu'aucun ne puisse aller voir ce qui se passe réellement dans les « zones opérationnelles ». Pas plus le nombre réel de soldats français tués, que celui des Arabes massacrés.

L'expulsion prononcée peu avant la fermeture de la frontière contre un journaliste américain du magazine *Newsweek*, parce qu'il avait été vu à Alger cherchant à contacter des nationalistes musulmans, et qui fait suite à l'arrestation du journaliste français Barat, coupable d'avoir été se renseigner auprès des fellagha, montre assez que le gouvernement entend qu'on ne sache rien d'autre que la « vérité officielle », c'est-à-dire ce que ses services de propagande et de presse croient utile de faire connaître aux Français et au monde. En n'autorisant l'entrée en Algérie que de ceux qui pourront montrer patte blanche, on sera définitivement à l'abri de toute « indiscretion ».

Voilà pour l'organisation du mensonge.

Quant à l'hypocrisie, elle coule à pleins bords. On sait d'ailleurs que ça a toujours été une spécialité « socialiste ».

Elle consiste à faire croire qu'on va au-devant des demandes des insurgés en faisant dès maintenant des « réformes ».

Et quelles réformes !

Reculer l'âge auquel on peut postuler un emploi dans les administrations, renforcer la propriété individuelle, supprimer le khammessat (baptisé du nom impropre de métayage) alors qu'il n'y a pas un seul colon français qui ait des khammès, et que très rares sont, en Algérie, les grandes propriétés arabes archaïques, qui sont les seules où le khammessat est possible, et promettre, enfin, de vendre aux musulmans quelques lots de terres sur des domaines achetés, alors qu'on a couvert l'Algérie, pendant un siècle, de fermes données aux seuls Français, sur les millions d'hectares pris de force aux Arabes, voilà n'est-il point vrai, de grandes réformes, des réformes de nature à satisfaire les plus exigeants !

Mais quand comprendrez-vous donc, Monsieur Guy Mollet, que ce n'est pas du tout cela que les Arabes d'Algérie demandent. Ce qu'ils veulent, ce pour quoi ils se battent et se batront jusqu'au bout, c'est quelque chose de beaucoup plus simple, mais d'une tout autre nature : c'est uniquement, *ne pas être traités comme des bêtes*. Ne plus être des « troncs de figuiers » taillables, corvéables, injuriables, frappables et tuables à merci. C'est avoir des droits, des droits réels et garantis, qui ne soient pas inscrits seulement sur le papier.

Ce qu'ils demandent, c'est que lorsqu'ils sont injuriés, molestés ou tués par des Français ou

des métèques, ce qui est leur lot quotidien, ceux qui les injurient, les frappent, les mutilent ou les tuent, soient poursuivis, et ne soient pas, quand ils sont poursuivis, systématiquement acquittés ou condamnés à des peines dérisoires, par des tribunaux ou des jurys qui, naturellement, sont exclusivement composés d'Européens.

Ce qu'il leur faut, c'est d'être à l'abri des mesures arbitraires des policiers et des administrateurs, les arrêtant, les frappant, les détenant, les torturant, les réquisitionnant selon leur bon plaisir.

Ce qu'ils réclament, c'est que, lorsqu'ils vont voter, puisque Catroux leur en a donné le droit, il ne sorte pas des urnes, par quelque coup de baguette magique, les noms des candidats pour lesquels ils n'ont pas voté ; ceux de l'Administration.

Ce qu'ils exigent, c'est d'avoir les organisations politiques qui leur conviennent, et que celles-ci aient la possibilité de se livrer à la propagande et à l'action qu'elles entendent mener, sans se voir dissoudre aussitôt, automatiquement, cependant que leurs militants sont soumis à la résidence forcée en Algérie ou sur le continent (comme il est arrivé, entre autres, à Messali Hadj), en violation du plus fondamental des droits de l'homme, sans inculpation ni condamnation, par simple lettre de cachet.

Ce qu'ils veulent aussi, c'est que les ministres et autres personnages officiels ne prônent pas publiquement leur assassinat et ne couvrent pas leurs meurtriers. Ils n'acceptent pas qu'en violation du Code et de la morale, on les tue sous le prétexte ou pour la raison qu'ils ont cherché à fuir. Car le Code et la morale ne reconnaissent qu'un cas où l'on a le droit de tuer, c'est celui de légitime défense ; or un homme qui fuit n'est pas, que je sache, un agresseur.

C'est cependant ce droit à l'assassinat que votre Bourghès-Maunoury a proclamé à son de trompe, et vos communiqués s'enorgueillissent presque chaque jour du nombre de « suspects » qui ont été tués parce qu'ils « cherchaient à fuir. »

Bien plus ! lorsque, par un hasard extraordinaire, la camera d'un reporter filme l'un de ces assassinats, commis en l'espèce, par un de vos gendarmes, et fait ainsi connaître au monde la nature de votre civilisation, vous n'osez point pendant des mois, et sans doute vous n'oserez jamais faire passer le coupable en jugement, de peur sans doute qu'il ne dise à ses juges : mais je n'ai fait que comme tous les autres, je n'ai qu'obéi aux ordres.

Je le répète : la revendication fondamentale des Arabes algériens est simple et unique : ils veulent être des hommes, et, pour cela, jouir des droits de l'homme. Ce pour quoi ils combattent, c'est tout simplement pour leur dignité d'hommes.

La dignité de l'homme, est-ce que vous comprenez ce que cela veut dire, Monsieur Mollet ?

Ils luttent pour leur dignité ; et vous leur offrez des aumônes !

La seule solution possible est donc celle qui consisterait à *donner aux indigènes algériens une part telle dans l'administration de leur pays qu'ils aient la certitude qu'on ne puisse les brimer, les molester, les injurier, les tuer, ni les soumettre à des contraintes administratives arbitraires, impunément.*

Mais c'est précisément cette solution que les jeteurs de tomates d'Alger, à aucun prix, ne sauraient accepter, et qu'à votre tour, Messieurs du « Front républicain », vous rejetez.

LA GRANDE OPPORTUNITE QUI S'OFFRAIT A LA FRANCE

Et cependant, quelle magnifique occasion avait la France de faire en Algérie une grande œuvre, une œuvre d'une portée historique considérable : celle de réoccidentaliser l'Afrique du Nord.

L'Afrique du Nord n'est pas un pays arabe ; elle est, il est vrai, depuis plus d'un millénaire, un pays de civilisation arabe, mais elle n'est pas un pays arabe, c'est un pays berbère.

Un pays dont presque toutes les parties montagneuses, et elles sont considérables, n'ont été que partiellement islamisées ; les Berbères qui les habitent professent, extérieurement tout au moins, l'islamisme, mais ils ont conservé leur langue, leur droit, et même leurs institutions politiques. Ces dernières sont les plus démocratiques qui soient ; depuis Athènes il n'y en a point eu d'aussi démocratiques : la djemaa, ou Conseil des Anciens du village, y est le seul pouvoir.

Du fait de la pauvreté de son sol, ce peuple a presque toujours été subjugué par d'autres plus riches, donc plus puissants, mais il a su néanmoins toujours conserver sa personnalité, et sa fierté naturelle l'a toujours fait se rebeller contre ses maîtres à chaque occasion favorable.

Ce fut lui, avec Jugurtha, l'âme de la résistance à la domination romaine, ce fut lui, avec la Kahena, l'âme de la résistance à l'invasion arabe, et c'est lui, enfin, qui, aujourd'hui est l'âme de la résistance au colonialisme.

Les Français du Maroc le savent bien, eux qui n'osèrent s'aventurer en pays berbère (ce que Lyautey appelait le « Maroc inutile » !) que vingt ans après s'être implantés dans la partie arabe du Maroc, et qui ne s'émurent point, deux années durant, du terrorisme qui suivit, dans les villes arabes, la déposition du sultan ben Youssef, mais dont la résistance tomba, d'un seul coup, le jour où le Moyen-Atlas, berbère, à Khenifra et à Oued Zem, entra en action.

En Algérie, ce furent les Kabyles, berbères, qui offrirent en 71 la dernière grande résistance à la conquête française, et c'est encore eux, qui, de concert, avec leurs congénères, les Chaouïa de l'Aurès, mènent aujourd'hui le combat.

Or ce peuple, démocratique, courageux, intelligent et travailleur, pourquoi ne s'occidentaliserait-il pas ?

Ah ! certes, il ne s'agit point de le dresser contre la partie plus arabisée de la population, comme avaient tenté de le faire, avec le fameux « dahir berbère », les officiers des Affaires indigènes du Maroc, il s'agit, bien moins encore, de le désislamiser ou de le christianiser, mais, en s'appuyant particulièrement sur lui, de faire rentrer toute la population du Maghreb, arabe et berbère, dans le giron de la civilisation occidentale.

Nous avons signalé depuis des décades, que les chefs des mouvements nationaux arabes étaient, en fait, déjà de véritables Occidentaux, parce qu'imbus des idées essentielles de l'Occident : le respect des droits personnels et la croyance au progrès. Par ailleurs, les coutumes orientales qui ont été jadis imposées à ces peuples et qui étaient devenues pour eux, presque une seconde nature, telles que la sujétion des femmes, sont en train de disparaître, disparition qui était considérablement freinée par la domination française, mais qui va progresser à vive allure là où celle-ci vient de disparaître.

Enfin, plus que toute autre chose, la généralisation de la technique moderne pousse à la disparition de tous les archaïsmes.

Aussi ne vois-je aucune raison pour que, dans l'avenir, les pays d'Afrique du Nord, qui ont des liens naturels beaucoup plus étroits avec la rive nord de la Méditerranée qu'avec les bassins du Nil ou de l'Euphrate, ne réintègrent pas, au point de vue culturel, cette communauté de la Méditerranée occidentale à laquelle ils ont, avant la conquête arabe, appartenu durant tant de siècles.

Il va sans dire que cela ne se fera point en un instant, par quelque coup de théâtre ; la transformation ne pourra être que lente et insidieuse, mais elle est possible, et elle serait avantageuse pour tout le monde.

Mais, pour que cela soit, pour que cette marche vers l'occidentalisation puisse commencer, une condition est absolument nécessaire : que les Mohagrebins cessent d'être les esclaves de l'Occident, qu'ils deviennent des hommes libres. Tant que le nord de la Méditerranée tiendra le sud sous son joug, aucune possibilité d'assimilation entre les deux groupes de peuples ; le joug disparu, tous les espoirs sont permis.

APRES L'EXECUTION PHYSIQUE L'EXECUTION MORALE

On s'étonne beaucoup de la campagne actuellement menée par les nouveaux boïars russes contre la mémoire de Staline ; on y cherche de profonds mobiles politiques qu'on ne parvient pas à découvrir.

L'explication me semble pourtant bien simple ; il s'agit d'un phénomène très courant en Orient.

Toute l'histoire des monarchies de type oriental, et, entre autres, celle de la Russie, cette monarchie orientale type, est remplie d'intrigues et d'assassinats.

Non seulement l'assassinat de ceux qui ne se soumettent pas assez vite aux caprices du despote, mais du despote lui-même. Le despote assassiné par son propre entourage, par ses favoris ou sa famille.

La régente Hélène Glinskaïa, mère d'Ivan le Terrible, mourut empoisonnée.

Catherine II, la « grande Catherine », ne parvint au trône qu'après avoir fait assassiner son mari, le czar Pierre III.

Et le fils de Catherine II mourut, lui aussi, assassiné, à la suite d'un complot dont le chef n'était autre que l'homme en qui il avait une pleine confiance, le comte de Pahlen — et dont un des complices était son propre fils, le futur Alexandre I^{er}, pressé de monter sur le trône.

Or Staline a très vraisemblablement connu le sort de Paul I^{er}, Béria jouant le rôle de Pahlen.

Après le meurtre de Paul I^{er}, Pahlen est en-bénéficiaires de l'assassinat est de se débarrasser de ceux qui s'y sont trop directement compromis, de ceux qui ont été les hommes de main du complot.

Après le meurtre de Paul I^{er}, Pahlen est envoyé en exil sur ses terres par son complice, Alexandre, qui lui doit le trône ; après la mort de Staline, comme la férocité s'est beaucoup accrue depuis le XIX^e siècle, Béria, lui, est, non exilé, mais exécuté. De cette manière, le principal témoin, le principal responsable, celui qui a eu personnellement ses mains trempées de sang, disparaît.

Le second soin des bénéficiaires est de justifier leur crime, de le justifier même seulement à leurs propres yeux, en salissant la mémoire de leur victime. L'exécution morale est la suite naturelle de l'exécution physique.

Après la mort de Paul I^{er}, on déclara que celui-ci était fou, qu'il était atteint du délire de la persécution ; après celle de Staline, on déclare aujourd'hui exactement la même chose.

Sans doute, l'accusation contient-elle, dans un cas comme dans l'autre, une part de vérité, mais cette vérité ne devient une vérité reconnue que pour servir d'excuse à ceux qui ne se sont débarrassés du fou que lorsque, après avoir été durant des années les instruments et les profiteurs de sa folie, ils ont eu à la craindre pour eux-mêmes.

Lorsqu'on sera bien persuadé que malgré toute sa loqomachie soi-disant marxiste, la Russie est demeurée plus que jamais un Etat oriental, dont le régime politique n'est autre que celui du despotisme, des camarillas et de l'assassinat, bien des choses qui sont incompréhensibles si on veut les expliquer en fonction de nos critères occidentaux, deviendront parfaitement claires.

Quant à savoir comment des Occidentaux gagnés au mirage oriental réagiront au déboulonnement de celui qui, hier encore, était leur idole, c'est une autre histoire !

Ceux qui ont applaudi, au nom de la Révolution, à la liquidation des révolutionnaires d'Octobre, ceux qui, après avoir accepté l'appui donné par Staline à l'accroissement des armements de Laval, ont trouvé admirable le pacte hitléro-soviétique, ont un estomac capable de tout avaler ; ce sont des « croyants ».

Après tout, ces choses, au fond, ne sont pas plus difficiles à avaler que les dogmes du christianisme ou l'histoire de stupre et de sang qu'est celle des « vicaires du Christ » !

R. LOUZON.

P.S. — Au moment où je termine ces notes, la radio m'apprend l'arrestation de Claude Bourdet. Elle confirme ce que nous disons plus haut, à savoir que le gouvernement, pour complaire à l'extrême-droite, est résolu à bâillonner toute presse indépendante, afin d'empêcher que soit connue la vérité sur l'Algérie. Dans le dernier article qui lui vaut son inculpation, Bourdet indique que l'accroissement du nombre des soldats envoyés en Algérie aura pour effet d'inciter les insurgés à étendre la zone de rébellion et d'accroître le terrorisme dans les villes. C'est l'évidence même ! Mais Mollet-Lacoste ne veut point de l'évidence. La vérité, selon eux, « démoralise » l'armée.

Cette terreur que le gouvernement de Front républicain s'est maintenant décidé à faire peser, dans la métropole même, sur tous les hommes lucides et libres, rappelle étrangement celle que Daladier fit peser sur la France durant les années 39-40, alors que la simple possession d'un ouvrage révolutionnaire ou la tenue d'un propos déclaré « défaitiste » vous valait instantanément 5 ans de prison. Or, on sait à quel beau résultat on est ainsi parvenu : à la débâcle de mai 40. Car ce pays, et c'est son grand honneur, ne veut point se battre autrement que dans la liberté.

Pour nous, nous continuerons à chercher la vérité et à la dire. Cela ne fait guère plus de quinze ans que nous fûmes poursuivis pour avoir écrit : « La Tunisie aux Tunisiens ». Aujourd'hui, la Tunisie est aux Tunisiens.

Pas plus en Algérie qu'en Tunisie, les poursuites et les condamnations n'arrêteront la roue de l'histoire.

R. L.

Plate-forme pour l'économie nord-africaine

Il est actuellement permis de penser que l'activité des fellagha d'une part et la conjoncture internationale d'autre part apporteront à l'Afrique du Nord la liberté politique, car après les épreuves militaires inévitables ainsi que les affirmations gratuites de l'impérialisme français, l'Algérie se verra octroyer une indépendance assaisonnée de phrases quelconques.

Le problème alors pour les trois pays est de savoir si dans les dix années qui viennent, ils sauront se construire une économie moderne et hausser verticalement leur niveau de vie, ou si, victimes des croche-pied d'un impérialisme sorti par les armes et par la porte et qui rentrerait par la procédure et par la fenêtre, comme dit si justement notre ami Finidori, ils auront à subir dix ans d'anarchie, en proie aux velléités d'une réaction religieuse, aux sales combines des usuriers impérialistes et aux appétits d'une bourgeoisie locale, agrarienne, incompétente et conservatrice.

OBJECTIF NUMERO 1 : LA REFORME AGRAIRE

Nous avons toujours placé en chapitre I la réforme agraire, parce que c'est elle qui est la moins difficile et qui permettra de reclasser dans le plus court délai le nombre maximum de chômeurs, de leur enlever leur complexe de « meskines », d'en faire des hommes de lutte et de progrès, et de soulager les gouvernements de leurs plus grandes responsabilités.

Mais aussi parce que la grosse propriété rurale est rétrograde par définition. Les agrariens sont immobilistes pour des raisons techniques ; leur objectif consiste, en effet, à augmenter la surface de leurs biens, l'opération de production étant effectuée par

la nature et le métier d'agriculteur consistant exclusivement à mettre en place et à manipuler les produits, soit au moyen de main-d'œuvre, soit au moyen de machines, le choix de l'un ou de l'autre étant commandé par la rapidité des opérations d'abord (les intempéries jouant un grand rôle dans ce métier), et par le prix de revient ensuite.

Mais le travail de propriétaire terrien est une fonction secondaire. C'est si vrai que dans l'immense progrès effectué par le machinisme agricole au cours de ces quarante dernières années, les agriculteurs eux-mêmes n'ont joué aucun rôle. Quelle que soit l'immensité de leur fortune, et quel que soit le pays, ils ont comparé passivement les avantages du travail manuel et de la machine, sans prendre aucun risque, même dans les essais. Les inventeurs et constructeurs de machines agricoles, à l'inverse, sont devenus exploitants agricoles pour démontrer les avantages de leurs nouvelles techniques, imitant en cela les domaines expérimentaux des marchands d'engrais, mais quant aux culs-terreux, ils n'ont pas bougé. Leur métier, c'est de moissonner la sueur et les idées d'autrui.

Ce peuple de laboureurs qu'étaient les Français lorsqu'ils ont colonisé ce peuple de bergers qu'étaient les Berbères n'a pas songé à autre chose qu'à s'approprier les terres de l'Afrique du Nord, et pour y parvenir plus aisément, ces laboureurs ont pris pour objectif de contrôler les organismes gouvernementaux qui commandent l'armée, la justice, la police et... cette petite saleté que sont les tribunaux d'empire. Ils ont donc volé la terre, puis, cet objectif atteint, ils sont devenus immobilistes, et la manifestation la plus claire de leurs sentiments a été fournie

par cet imbécile de Froger, maire de Boufarik (Algérie), quand il a dit : « Parler de réforme en Algérie est une impudence ! »

L'histoire de l'homme est liée à l'histoire de la propriété du sol et si les colons nord-africains s'étaient souvenus du sort des « latifundia » de l'antiquité et de la valeur du précepte arabe qui dit « que la terre appartient à Dieu et que l'homme n'en a que l'usufruit », ils ne seraient pas arrivés à l'impasse actuelle.

Aujourd'hui, il faut briser cet état de choses ; il faut effacer les gros colons ; c'est là le prix de la paix en Afrique du Nord. Mais sur ce chapitre capital, les gouvernants français, socialistes ou non, sont muets, et hélas ! le gouvernement tunisien ne dit pas grand-chose, car le morceau est gros. Mais les fellagha ne se seront pas battus pour simplement transférer le pouvoir politique des mains des colons européens à des propriétaires indigènes qui resteraient solidaires des premiers afin d'éviter le partage de leurs biens. Ils ne se seront pas battus pour supporter un régime d'agriculteurs tainéants, effrouchés par les efforts et par les risques de l'industrialisation et qui constituerait une barrière infranchissable à l'équipement de leur pays et à l'éducation du peuple. A la casserole, camarades, à la casserole !

En Occident, le progrès amorcé par une politique de libre échange s'est consolidé par la défaite d'une féodalité, dont le siège se trouvait dans les terres et dans la noblesse, qui était bénie par le clergé, défendue par les gens d'armes et distinguée du « commun » par des titres et des armoiries, qui se trouvaient d'ailleurs rattachées à la terre. En Afrique du Nord, si une féodalité rurale arabo-berbère succédait au colonialisme, qui ne demande qu'à se raccrocher à elle, les affaires de l'une et de l'autre seraient assurées par le maintien du peuple dans l'obscurantisme, par le moyen de lois scélérates, d'une extension de la religion et d'entraves à l'industrialisation.

Si sur ce programme il y a alliance entre un Islam réactionnaire et un pseudo-socialisme larbin de la bourgeoisie et seulement préoccupé de faire danser l'anse du panier, les Berbères ne pourront avoir recours qu'à la force des armes. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une condamnation sans équivoque et impitoyable de la grande propriété rurale, coloniale ou indigène. Il faut une rupture avec les gros colons et avec leurs séides. Ce n'est pas sans raison que les Soviets ont toujours gagné lorsqu'ils se sont présentés dans des pays neufs apportant en tête de leur programme « la réforme agraire », ni que l'Égypte nouvelle s'est aussi engagée dans cette voie en complétant sa réforme agraire par l'abrogation des titres nobiliaires.

Lisons l'histoire de la Chine ! Elle contient tous les enseignements et rien de plus vaste ne sera écrit dans l'histoire de l'homme. Le pouvoir des grands agrariens a été consolidé vers l'an 500 avant Jésus-Christ par Confucius qui a élevé l'obéissance aux maîtres au niveau d'une religion. La Chine s'est trouvée sclérosée ; elle qui avait été à l'avant-garde des inventions, elle est devenue, malgré son immensité et l'importance de sa population, un Etat mineur et servile, jusqu'à ce que Sun Yat-sen avec ses trois principes : nationalisme, démocratie et moyens d'existence pour le peuple — fut conduit à la lutte contre les grands propriétaires et finit par déboulonner la monarchie. Tchang Kaï-chek fut, un moment, le successeur de Sun Yat-sen, puis il se rallia aux gros propriétaires et à la doctrine de Confucius, et ce fut alors le succès de Mao Tsé-tung, qui était pour la réforme agraire.

Le problème politique de l'Afrique du Nord est de savoir si les grands agrariens colons ou indigènes auront avec eux le pouvoir local et les séquelles du colonialisme.

Sur ce sujet, le programme du gouvernement tunisien, qui ne vise que des terres ingrates et sans équipement, apparaît comme une diversion. Il justifie l'action de Ben Youssef. Si Bourguiba peut se laisser prendre aux boniments sur le Sahara, l'agriculteur expérimenté qu'est Tahar Ben Amar doit comprendre que le gaspillage de capitaux et de travaux qui résulterait de l'installation de fermes dans le Sud-Ouest tunisien aurait des répercussions politiques fâcheuses car il ne peut que donner l'impression que l'on veut par là se débarrasser de ceux qui ont libéré la Tunisie.

La Tunisie a besoin tout de suite, et avant la récolte de 1956, d'un programme sérieux de réforme agraire qui fixerait une étendue maximum pour les propriétés rurales dans les terres actuellement cultivables.

En outre, il faut reconsidérer la gestion des biens habous, donner un statut au travailleur agricole et établir un programme d'habitat rural pour ces malheureuses populations de fellahs.

Telle est la première œuvre constructive et révolutionnaire que peut accomplir le gouvernement tunisien ; s'il n'ose ou s'il ne peut pas, qu'il s'en aille. Le temps des réceptions tapageuses et des salamalecs est passé.

L'obstacle le plus important à la réforme agraire en Afrique du Nord réside en Tunisie, car il apparaît que les Marocains auront le courage d'aborder le problème et que chez eux les terres des grands colons, les seules en cause, pourront être digérées en vertu d'un accord quelconque, et qu'en Algérie, les indigènes n'ayant pas de grandes exploitations organisées, ce sera seulement un problème colon, raison pour laquelle il y a la guerre.

En Tunisie, au contraire, il existe un tout petit nombre de gros propriétaires indigènes, dont M. Tahar Ben Amar est le spécimen le plus actif, et qui ont pris les rênes de l'Etat derrière le colonialisme français. En voulant protéger leurs biens, ils protègent en fait les immenses propriétés coloniales.

Mais ce petit nombre de personnes peut-il penser qu'il pourra faire échouer les aspirations de tout un peuple, et retenir avec ses épaules l'impérialisme croulant du capitalisme français ?

La masse tunisienne ne restera sûrement pas inactive ; ou bien ce petit nombre de propriétaires indigènes voudra résister et il lui faudra alors chercher appui chez les impérialistes, leur ouvrir la fenêtre et s'offrir en bouchers, ou bien la sagesse de l'Orient se fera entendre. Ils comprendront ce que des Hindous peuvent deviner et que des Européens ne peuvent admettre qu'après les coups.

Ils commenceront chez eux la réforme agraire, ils s'emploieront à en définir les limites, ils provoqueront un immense mouvement de solidarité qui imposera silence aux colons, ils comprendront qu'en donnant la moitié de son manteau, Saint Martin a conservé l'autre et y a gagné la sainteté. Une parole du bey peut suffire.

Et quand nous parlons de réforme agraire, nous ne disons pas « combines » agraires.

Actuellement, les chacals tournent et hurlent dans la plaine. Dans certains milieux financiers de Paris, il n'est question que de plans assortis de prêts bancaires pour faciliter ceci ou cela. Malheur au gouvernement nord-africain qui mettrait le doigt dans un tel engrenage ! Les peuples de l'Afrique du Nord ont zéro franc et zéro indemnité à donner. Ceux qui détiennent légitimement des biens les conserveront, les autres rendront gorge. Le moment est venu de relire Montesquieu ; ceux qui voudront intervenir dans la direction des affaires des peuples nord-africains doivent avoir de la « vertu ». Le fumier colonial doit être enfoui. Les intérêts français et autres seront sauvegardés, bien entendu, mais pas les intérêts sordides.

Ces jeunes peuples auront besoin de crédits, c'est

certain, mais pour que ceux-ci n'amènent pas la servitude, ils devront être honnêtement gagés, et ne devront connaître que des destinations créatrices. Ils ne devront avoir aucun caractère de complaisance, qui aurait pour résultat de demander en retour d'autres complaisances.

Zéro indemnité. Il est impossible, en effet, d'endetter des pays aussi misérables, et de verser des commissions aux intermédiaires, pour acquérir des biens. Ce serait échanger la présence d'un propriétaire contre une dette à un étranger équivalant **au moins** à la propriété, et assortie de charges impératives en devises étrangères.

Ceux qui ont imposé leur domination ont pris leurs risques ; qu'ils les courent !

LES SERVICES PUBLICS

Presque en même temps que la mise en marche d'une réforme agraire, il faut que les pays nord-africains prennent au plus tôt possession de tous leurs services publics et de leurs grandes administrations collectives : banques d'émission, assurances, travaux publics, chemins de fer, etc., qu'ils leur donnent un caractère national, en faisant faire tout le réescompte par les banques du pays, en opérant la réassurance par un organisme national, en donnant la priorité aux industries locales, etc., afin de supprimer toute subordination économique. Il est inconcevable, par exemple, que dans des Etats comme le Portugal ou la Palestine puisse se réaliser avec succès une autonomie économique et qu'on prétende que celle-ci soit impossible dans le Moghreb.

Il est également indispensable que la quasi-totalité des fonctions directrices soient exclusivement réservées à des autochtones. Le grand argument des colonisateurs est de dire : ces pays n'ont pas de techniciens. La belle histoire ! Ils n'auront jamais de techniciens tant qu'ils seront des colonies. Des avocats, des docteurs, des pharmaciens, voire des agriculteurs, oui ; mais pas d'ingénieurs, c'est interdit ! Les grandes écoles boycottent tellement bien ceux qui prétendent s'instruire en France qu'il serait temps que les populations africaines comprennent qu'elles doivent aller ailleurs.

Lorsqu'un indigène a décroché un diplôme, que lui arrive-t-il ? ce qu'il advient à cet ingénieur sénégalais, brillamment sorti de l'Ecole Supérieure d'Electricité, qui choisit un poste à l'Electricité du Sénégal et qui y fut l'objet d'une telle hostilité, couverte par le gouverneur général, qu'il ne put prendre ses fonctions et dut rentrer à Paris dans l'enseignement. Les Tunisiens se souviennent aussi de cet ingénieur diplômé d'une grande école parisienne qui s'installa place de la Résidence avec une boîte de cirneur, et ses diplômes bien en évidence.

Dans l'armée française, passé le grade de capitaine, et souvent de lieutenant, pas de commandement. On est bifurqué sur les magasins d'habillement. Jamais de bicots ou de nègres dans l'aviation. Et lorsqu'ils possèdent des qualités exceptionnelles comme le commandant Mortenol, Antillais qui organisa et commanda la défense du camp retranché de Paris, en 1914-1918, il faut le mettre à la retraite aussitôt la guerre terminée, afin de ne pas avoir à le nommer amiral et offusquer ainsi ses frères d'armes, comme l'incompétent Guéprate, des Dardanelles. Etr

Certes, la France procède à une politique savante d'échantillons du genre de M. Monnerville, à condition que ceux-ci proclament bien haut que la France est un pays charmant, et surtout pas raciste ; sans blague !

Donc, si sous le couvert de la compétence technique, les anciens colonisés laissent une seule fonction à l'impérialisme, ils ne pourront jamais la prendre qu'en partant du même point où ils se trouvent le jour de la libération. Conclusion : il faut payer l'apprentissage, et le plus tôt sera le mieux.

Dans cet esprit, il faut encore que les Africains

prennent exemple sur les Asiatiques qui, eux, sont déjà libres et ont pris d'assaut les fonctions techniques de leur pays. Ils y ont fait merveilles, malgré les quolibets du monde impérialiste.

En quelques mois, le Vietminh a pris en mains, rétabli et mis en activité un Tonkin qui avait été ravagé, miné, saboté, et la production y dépasse déjà ce qu'obtenaient les Français.

La rapidité avec laquelle progresse la Chine, déjà en avance sur la France pour l'électronique, stupéfie même les Américains.

Et on peut en dire autant de l'Inde, de la Syrie, du Mexique, autant de pays qui s'envasaient avec le colonialisme ou le semi-colonialisme, et paraissent être dans des situations désespérées et sans issue.

Il y a cinquante ans, la Russie n'avait pas de techniciens et il y a cent ans, la France non plus. S'ils s'en étaient remis aux étrangers, ils n'en auraient toujours pas.

Sun Yat-sen, dont les préceptes sont encore les guides de la révolution chinoise, disait à ce sujet :

« En toute occasion, il est facile de réaliser une chose que l'on a bien comprise. Mais si l'on ne comprend pas parfaitement ce que l'on souhaite réaliser, on est amené à faire beaucoup d'erreurs. C'est un problème difficile. Pourquoi ne pouvons-nous pas éviter de faire des erreurs ? Parce qu'il est humainement impossible de tout savoir. Si nous attendons de tout savoir avant d'agir, des centaines de milliers d'années s'écouleront avant que nous nous décidions à passer à l'action. C'est pourquoi nous devons parfois agir sans pleinement comprendre. »

Et d'une façon plus concise, un vieux proverbe français dit : « C'est en forgeant que l'on devient forgeron. »

Il semble que le gouvernement marocain comprenne cela, mais il ne semble pas que le gouvernement tunisien le sente.

En accouplant ces deux expressions qui sont contradictoires, indépendance et interdépendance, le colonialisme français espère bien que le second finira par effacer le premier. Et pour y parvenir, il compte surtout sur ses « indispensables » techniciens, mais c'est pour cela qu'ils devront sortir au plus tôt.

Certes, des concours étrangers resteront provisoirement nécessaires, mais pas de monopoles. Des contrats individuels : un suisse, un danois, un français, un anglais...

Cette condition impérative de l'indépendance, avoir ses propres techniciens, est déjà comprise de tous les pays en voie de libération, et c'est pourquoi Boulganine et Khrouchtchev répétaient en Asie, au cours de leur tournée commerciale : « Il vous faut vos propres techniciens. » Ils ne voulaient pas effrayer les clients. Mais un Français, ça retarde, ça retarde !

L'idéal, en effet, serait de s'entendre, mais en excluant l'esprit de duperie, et de race supérieure, et cette hypothèse est malheureusement à évincer. L'histoire montre, depuis que les Latins s'opposèrent à l'Etrurie, que les Latins sont bornés. Si, à l'inverse des Anglo-Saxons, ils ont une histoire jalonnée de révolutions, c'est qu'ils sont ennemis des compromis : ils comprennent toujours trop tard et ne cèdent qu'à la force.

L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

Cette branche de l'économie est un facteur important pour les projets d'équipement du Nord-Afrique car en fait, c'est surtout à partir des matières minérales exportées que ces pays pourront gager des emprunts à long terme qui devront être immédiatement employés à des travaux d'équipement. Lyautéy l'avait compris lorsqu'il créa l'Office Chérifien des Phosphates pour gager un emprunt.

Avant d'entrer dans le détail, voyons les généralités.

La France a appliqué impérativement au Moghreb sa loi minière de 1810, modifiée en 1919. C'est une

bonne loi si on ne la tourne pas, et si on ne s'applique pas à verser dans le régime des mines ce qui est, en fait, des carrières.

De nombreux pays se sont inspirés pour leur législation de la loi de 1810. Les Nord-Africains auront à se prononcer pour dire si cette législation leur convient, mais disons tout de suite que si les Nord-Africains entendent conserver leur crédit international et contribuer à ce qu'il s'instaure une civilisation entre nations, autant ils doivent être impitoyables envers les intérêts sordides, autant ils doivent être déferents pour les autres.

Une première observation. Il faut établir une distinction entre les gisements miniers exploités ou en cours d'équipement très avancé et sur le point d'être mis en exploitation, et ceux qui ne sont encore que concédés.

Pour les premiers, il y a plusieurs dispositions à prendre. Pour les seconds : abrogation pure et simple de la concession, car les nouveaux gouvernements doivent décider comment ils géreront leurs biens.

Une autre disposition indispensable : les concessions abandonnées de longue date et non en exploitation devront être abrogées. Car ces territoires, comme autrefois la Turquie, sont couverts de concessions minières inexploitées, qui sont des objets de spéculation ou des réserves pour seigneurs de la finance. Lorsque Mustapha Kémal prit le pouvoir en Turquie, il s'occupa tout de suite de liquider ces concessions improductives qui paralysaient l'économie nationale.

L'Afrique du Nord, qui devra avoir à faire face à une élévation verticale de sa consommation en produits manufacturés, devra liquider toutes les hypothèques mises sur son domaine minier en puissance, afin d'échapper à la dictature des trusts.

Ces premières dispositions prises, et il s'agit de précautions capitales pour l'avenir de ces territoires, on peut observer avec soin le cas des exploitations en cours.

Au Maroc, le phosphate et le pétrole sont biens d'Etat. Il suffit donc d'y substituer les cadres marocains à ceux des occupants. Les Marocains seront eux-mêmes stupéfaits de voir combien c'est simple. Ils pourront aussi certainement procurer à leur pays plusieurs centaines de millions d'économies annuelles qui seront les bienvenues pour d'autres attributions.

Pour ce qui est des autres exploitations, qui ont nécessité des risques et des investissements importants, il semble qu'elles puissent rester en exploitation sous la forme présente, mais en les soumettant à des règlements appropriés.

En Algérie, il y a du fer ; la principale entreprise, l'Ouenza, d'ailleurs très bien exploitée, est en majorité propriété de la colonie ; donc pas d'histoires. Substitution de personnes. Il y a, en outre, deux exploitations de phosphates, dont l'une est presque épuisée et l'autre marche mal. Inutile d'y perdre son temps ; les règlements suffiront. Pour toutes les autres exploitations de l'Algérie, règlements.

En Tunisie, c'est plus sérieux. Toute l'économie expansive de ce pays sera conditionnée par les rentrées de devises pouvant provenir du fer de Djerissa et des phosphates qui se trouvent sur la ligne de Gafsa.

Notons que les entreprises de phosphate sont passées récemment du régime des carrières à celui des mines.

L'INDUSTRIE LEGERE

Nous n'abordons pas l'industrie lourde pour l'Afrique du Nord, car il n'y a pas immédiatement de nécessité de programme ni de possibilité de rentabilité.

Par contre, l'industrie légère exige un effort immédiat considérable où toute la bourgeoisie de ces pays peut s'engouffrer utilement au lieu de s'acharner après des étendues de terre qui ne lui seront pas plus conservées que ne l'ont été les latifundia.

La colonisation en Afrique du Nord a dosé l'ins-

truction aux indigènes ; elle les a maintenus et enfoncés dans leur état d'ignorance. Leur état misérable leur enlevait tout pouvoir d'achat et de ce fait, nul besoin d'industrie légère.

Pas d'instruction, pas de métier, puis pas de maison, pas de vêtements. A tel point que ces pauvres gens en sont encore à l'âge de la poterie et que les femmes qui font les corvées d'eau portent un poids de terre cuite toujours à peu près égal au poids d'eau contenu. Si l'on calcule le tonnage annuel que ces malheureuses peuvent porter inutilement, on reste éffaré de cet esclavage.

Il en résulte que la simple substitution aux poteries de récipients métalliques constituerait pour ces pays une œuvre sociale considérable, l'émphore pouvant être conservée comme récipient fixe en raison de la fraîcheur qu'elle procure à l'eau qu'elle contient.

Le développement du pompage et conséquemment des tuyaux, les accessoires d'écoliers, le matériel électrique, la filature du coton, le plus simple du matériel ménager, comme les sommiers métalliques ou les fourneaux les plus rustiques, car ils cuisinent encore sur des pierres, tout est à organiser pour la vie de ces peuples qui n'ont connu de la civilisation jusqu'à ce jour que la férule de l'autorité.

Et, contrairement aux affirmations des colons, seuls les moyens leur manquent car ils recherchent le progrès.

Enfin, la jeunesse évoluée de ces pays, filles et garçons, a un rôle considérable à jouer. Les Marocains l'ont tout de suite compris en dévoilant les filles. Il faut des assistantes sociales, dans la brousse, et par milliers, pour que tous ces peuples se mettent en marche d'un seul élan.

L'Algérie avec le Maroc et avec la Tunisie devront enfin pouvoir réaliser ce que l'anarchie capitaliste coloniale n'a pas su faire. Etablir des ententes pour que les industries du Constantinois ne se répètent pas en Tunisie lorsque cela peut être évité, ni celles du Maroc en Oranie. Pour cela, il faut des ententes basées non sur la compétition mais sur l'équité, que chacun ait une part honnête, et qu'il n'y ait pas de répétition du même effort et dispersion des capitaux alors qu'il y a tant de choses à faire.

Ce sera donc une industrie dirigée et dans une certaine mesure protégée, mais dont les profits pourront être quand même limités par l'importation et l'impôt. Les animateurs de l'industrie ne seront plus des créateurs comme en Occident, ils utiliseront des moyens techniques connus et expérimentés, que d'autres ont créés en courant d'énormes risques qui furent, un temps, l'explication de leurs privilèges.

Au rythme où va actuellement le progrès, quand on pense que l'Europe détruite a été refaite (sauf la France) en dix ans, et que dans vingt ans l'immense Chine aura rattrapé l'Europe, si les peuples d'Afrique du Nord trouvent des guides sûrs, balaient sérieusement l'interdépendance et se mettent à l'ouvrage, c'est un boom magnifique que peut donner l'Afrique du Nord, et dans dix ans, elle peut faire figure auprès des autres nations. Et même les intérêts français non sordides seraient de la fête !

Si ces gouvernements hésitent ou trafiquent, si l'on supporte quoi que ce soit du colonialisme qui, haleant, cherche la fissure et tente de faire reculer toujours les réformes afin d'acculer les jeunes Etats libérés à la faillite, ce sera l'anarchie, l'endettement, la famine, l'esclavage.

Un échec des Nord-Africains serait sans excuse, car d'autres nations récemment libérées du colonialisme et qui étaient en présence de problèmes plus graves et disposaient proportionnellement de moins de moyens, l'Inde par exemple, viennent de prouver que les seuls malheurs des peuples colonisés viennent des occupants ; que ceux-ci mis dehors, en partant de l'abîme, on peut s'élever très rapidement.

SINDBAD LE MARIN.

TROIS OPINIONS DE NORD-AFRICAINS "MODÉRÉS"

Nous publions ci-dessous trois déclarations faites presque simultanément par un Algérien, un Marocain, un Tunisien qui peuvent être classés tous trois parmi l'aile modérée, voire même, pour le premier, ultra-modérée, de leurs peuples respectifs. Le premier, président de l'Assemblée algérienne, fut jusqu'à hier l'homme de confiance de l'Administration française ; les deux autres furent les interlocuteurs du gouvernement français dans les récents pourparlers. Leurs déclarations prouvent à qui pourrait même en douter combien unis sont les musulmans d'Afrique du Nord en ce qui concerne l'Algérie. Cette volonté est commune à la fois aux trois pays et à toutes les tendances.

Salah Abdelkader :

Salah Abdelkader a remis à la presse, après sa démission de la présidence de l'Assemblée algérienne, le communiqué suivant :

J'ai remis à M. le Ministre résidant en Algérie ma démission de président de l'Assemblée algérienne et de délégué de cette Assemblée.

Je me démetts également de tous mes autres mandats politiques.

Cette décision peut surprendre.

Je voudrais, pour éviter toute équivoque, exposer les raisons qui m'ont déterminé à la prendre.

Elu de ce pays depuis 1923, j'ai toujours lutté — même au prix de ma liberté — pour l'émancipation politique et sociale des populations musulmanes, pour l'union des deux communautés d'Algérie dans l'égalité, le respect de la dignité de chaque citoyen.

Dans cet esprit, dès 1947, siégeant au Sénat, j'avais proposé de procéder à une large consultation populaire dont serait issue une Assemblée constituante devant elle-même définir la structure politique nouvelle de l'Algérie.

Les dramatiques événements actuels témoignent de l'échec de cette politique d'union.

Au moment où une lutte sans merci s'engage sur le sol algérien, au moment où la communauté franco-musulmane a cessé d'être une réalité, je ne puis croire à l'efficacité de ma mission et je ne puis demeurer à mon poste.

Je retourne donc au milieu des miens partager leur vie et leurs risques.

Je crois fermement que des hommes nouveaux viendront bientôt représenter les populations d'Algérie.

Pour ma part, je me retire, sans acrimonie ni amertume. Il n'entre dans ma décision ni ressentiment ni calcul.

Je ne cède pas davantage à la menace.

Je n'ai d'autre ambition que de finir ma vie sur la terre de mes ancêtres au milieu de ces populations du Chélif qui m'ont toujours accordé une confiance que je n'ai jamais trahie.

Quel que soit le sort qui me sera réservé je l'accepte avec sérénité et la soumission d'un musulman aux desseins de Dieu.

Abderrahman Bouabid :

Abderrahman Bouabid, ministre d'Etat du Maroc a donné un interview à Demain où on lit notamment :

Il existe une solution au conflit algérien, la seule solution que l'expérience et le bon sens imposent :

Donner à la communauté algérienne le droit de se gouverner elle-même démocratiquement, dans l'égalité de tous les habitants du pays...

Il serait singulièrement aberrant d'admettre que l'Algérie puisse échapper à son destin de liberté et d'émancipation.

A moins que les partisans de la guerre à outrance

ne caressent le rêve de revenir un jour sur ce qui est d'ores et déjà acquis au Maroc et en Tunisie une fois la révolte algérienne matée.

Marocains et Tunisiens pensent déjà à cette éventualité, et c'est pourquoi la solution du problème algérien dans le présent comme dans le futur est le critère le plus sûr de la politique française à l'égard de leurs pays respectifs.

Habib Bourguiba :

Bourguiba, chef du Néo-Destour, écrit dans son journal l'Action, en réponse à Guy Mollet :

Je voudrais passionnément persuader l'opinion française que l'on ne peut s'opposer à quelqu'un qui se bat et qui meurt pour avoir une patrie.

Je voudrais demander que l'état d'esprit et les méthodes qui ont prévalu dans l'affaire de Tunisie permettent d'épargner à l'Algérie et, par voie de conséquence, à toute l'Afrique du Nord, les convulsions sanglantes qui seront exploitées par l'étranger et qui finiront par compromettre sans remission la solidarité nécessaire entre le peuple français et les peuples du Maghreb.

La lutte des classes en Tunisie

Le gouvernement tunisien ayant élaboré un statut des ouvriers agricoles qui ne donnait point satisfaction à l'U.G.T.T., l'organisation syndicale des travailleurs tunisiens, celle-ci a obtenu que ce statut ne soit point promulgué avant que des modifications y aient été apportées et son bureau a voté, d'urgence, l'énergique protestation que voici :

Le Bureau exécutif de la Centrale s'est réuni le jeudi 2 février 1956 à 18 heures.

Après un exposé du secrétaire général sur l'évolution du problème posé par l'élaboration du statut des ouvriers agricoles,

S'élève énergiquement contre l'hésitation du gouvernement qui continue à ne pas vouloir définir d'une façon nette et claire l'orientation qu'il entend donner à sa politique en matière économique et sociale.

Le statut des ouvriers agricoles n'est plus aujourd'hui une revendication syndicale particulière, il doit être inscrit dans une structure économique que nous voulons dynamique, axée vers le progrès et la justice sociale.

Il doit s'inscrire également et surtout dans le cadre d'une politique de mise en valeur se traduisant par l'amélioration des conditions de vie et de travail des vrais producteurs, c'est-à-dire les travailleurs.

DIX-NEUF JOURS DE GREVE GENERALE

Un demi-million de travailleurs ont pris part à la grève générale finlandaise, laquelle dura dix-neuf jours. Le mouvement ouvrier de Finlande possède ses traditions de combat et conserve quelque chose de la passion révolutionnaire qui caractérisa les luttes sociales d'après 1917, et notamment les conflits qui mirent aux prises la population laborieuse et le mouvement fasciste « Lappo », à partir de 1931.

Dès 1945, la centrale syndicale agita à plusieurs reprises la menace de grève générale, mais jusqu'à hier les heurts avaient pu se résoudre pacifiquement. Cette fois cependant, la situation se présenta différemment. Quand les organisations paysannes décidèrent d'augmenter dans des proportions notables le prix du lait, les syndicats ouvriers réagirent aussitôt et exigèrent des rajustements de salaires : 12 marks supplémentaires de l'heure. Les employeurs repoussèrent ces revendications.

Le conflit ne se présentait donc pas comme une lutte classique entre deux classes sociales, mais offrait un aspect « triangulaire ». De fait, l'intervention indirecte du gouvernement, lors de la phase finale, impliqua également des répercussions sur la politique économique et sociale de l'Etat. Peu avant la fin de la grève, le leader socialiste Vainö Tanner, « dictateur » du mouvement coopératif, avait déclaré que la lutte ne pouvait se terminer que par la déroute totale de l'un des groupes intéressés, ou par un compromis qui ne pouvait satisfaire aucune des parties engagées.

Il est à remarquer que la situation n'était pas propice à une offensive ouvrière. En effet, les employeurs étaient en mesure de supporter un arrêt du travail sans risques considérables : les exportations nationales étaient paralysées par les conditions climatiques défavorables, les stocks de marchandises étaient considérables, les matières premières commençaient à faire défaut. Et pourtant, la ténacité des grévistes a permis d'obtenir des augmentations de salaires importantes : de 8 à 12 marks par heure, c'est-à-dire 5 à 10 %.

De décembre 1955 à février 1956, l'indice des prix est passé de 101 à 107. La valeur véritable des nouveaux salaires ne peut donc être exactement calculée si l'on tient compte des chiffres cités. Ce qui est curieux, c'est que, au cours du conflit, les patrons formulèrent eux-mêmes des revendications auprès de l'Etat, comme condition préalable à des concessions envers leurs salariés.

La relative violence de la grève, la ténacité montrée non seulement par les organisations ouvrières, mais encore par tous les groupes sociaux intéressés, sont un phénomène typique de la vie finlandaise. Le mouvement ouvrier est fort, les socialistes comme les communistes sont généralement « durs », bien que d'importantes minorités ne soient pas organisées, même syndicalement. Le mouvement coopératif (consommation) est bien implanté, et se trouve en relations étroites avec les courants correspondants des autres pays nordiques.

La Finlande est le seul pays situé dans l'orbite soviétique qui ait pu conserver le style politico-social des démocraties occidentales. Il y existe des partis, un gouvernement parlementaire, une centrale syndicale, des associations patronales et paysannes, et des conflits sociaux comme dans tous les pays non contrôlés par les Russes. Sur le plan extérieur, et en ce qui concerne un large secteur de son trafic importation-exportation, les liens avec l'U.R.S.S. sont étroits, alors que la politique

intérieure et la vie sociale sont du modèle occidental.

Le conflit qui vient de se terminer n'a pas revêtu l'aspect d'une tentative communiste pour s'emparer du pouvoir ou pour modifier l'évolution politique du pays. Par contre, il est évident que le P.C. s'est efforcé de renforcer ses positions au sein des organisations syndicales, positions relativement fortes déjà, bien qu'elles ne puissent se comparer à celles, déterminantes, des socialistes. Au Parlement, les socialistes disposent du groupe le plus fort — 54 sièges sur 200 — puis viennent les agrariens (tendance à laquelle appartient le nouveau président, Kekkonen, élu avec les voix des communistes qui se refusèrent à soutenir la candidature du socialiste Fagerholm, actuellement président du Conseil) ; et enfin les communistes, camouflés en « démocrates populaires », avec 43 mandats.

Il est probable qu'aussitôt après la guerre, les communistes avaient l'intention de transformer la Finlande en démocratie populaire. Mais une forte résistance se manifesta ; socialistes et coopérateurs ne se laissèrent ni entamer ni influencer. Par la suite, Moscou changea de cap ; on aperçoit mieux aujourd'hui les raisons stratégiques de sa politique à l'égard de la Finlande, laquelle peut être considérée comme une sorte de pont d'Est en Ouest. La relative indépendance du pays, son autonomie intérieure permettaient à la Suède de ne pas se sentir directement menacée, donc de se maintenir neutre. Aujourd'hui, la Finlande peut se permettre de participer aux travaux du Conseil Nordique, organisme interparlementaire des pays scandinaves. Si bien que la récente réunion du Conseil, tenue à Copenhague, a entendu des députés communistes finlandais conseiller aux Etats du Nord l'adoption de la « ligne Paasikivi » en matière internationale... Par contre, les nouvelles relations de la Finlande avec les nations scandinaves contribuent à resserrer les liens entre les divers mouvements ouvriers. Il se fait qu'à l'exception de l'Islande, les communistes ne possèdent aucune influence sur les courants syndicaux du Nord européen.

Signalons pour finir qu'un grand conflit vient d'éclater au Danemark ; il s'agit d'une grève de « pointe », suivant l'expression des dirigeants syndicaux, c'est-à-dire de grèves partielles lancées en série, suivant un plan d'ensemble. Environ 60.000 ouvriers du transport, de l'industrie graphique, de la métallurgie, ont cessé le travail. 40.000 autres salariés ont annoncé la grève pour la semaine suivant Pâques, alors que les employeurs ont affirmé qu'ils lock-outeraient 120.000 travailleurs à la même date. Les syndicats demandent une réduction de la semaine de travail, de 48 à 44 heures, avec compensation pour la perte du salaire, des augmentations de salaires pour les jeunes ouvriers, etc.

En Norvège, où les socialistes gouvernent seuls, une certaine inquiétude se manifeste également. Une tentative de « coordonner » les négociations portant sur les salaires — suivant l'exemple suédois — a échoué, et après l'échec des pourparlers au sommet, la centrale norvégienne a conseillé aux fédérations affiliées de mener chacune leur propre action. Il est donc possible qu'au cours des mois prochains des grèves éclatent en Norvège.

27 mars 1956.

H. R.

SALAIRES DIRECTS ET SALAIRES DE DROIT

Les situations sociales suédoise et finlandaise sont assez différentes l'une de l'autre. Alors qu'en Suède de nouvelles conventions collectives sont sur le point d'être conclues, sans que l'étranger y apporte le moindre intérêt, la grève générale déclenchée en Finlande, il y a plus de trois semaines, s'aggrave considérablement sans qu'on entrevoie la perspective d'un règlement quelconque (1).

Il y a, en Suède aussi, un mouvement de grève qui dure depuis le 19 décembre. Mais il n'affecte qu'une douzaine d'employés de banque qui revendiquent le salaire établi pour leur profession, alors que les patrons s'entêtent à vouloir classer ces employés dans une autre catégorie. La presse ouvrière s'est déclarée solidaire des grévistes, mais cela ne va guère plus loin.

En 1938, la centrale syndicale socialiste (L.O.) et l'Association patronale concluaient une « convention principale », connue sous le nom de « Convention de Saltsjöbaden ». Cet accord prévoit un système de collaboration permanente entre les deux parties, employeurs et employés, pour tout ce qui concerne le marché du travail. Il fixe certaines conditions générales pour les négociations centrales, charge les fédérations affiliées à la L.O. de contrôler les mouvements sociaux et confirme l'engagement pris par les patrons de renoncer à toute sanction en cas de conflit.

Les dernières grandes luttes ouvrières suédoises furent la grève des métallurgistes qui immobilisa, en 1945, 125.000 ouvriers, et le conflit qui paralysa l'industrie alimentaire, en 1953, au cours duquel 28.000 ouvriers qui refusaient les conditions patronales furent lock-outés. En 1955, les industriels, ne pouvant arriver à un accord avec un groupe professionnel déterminé, menacèrent de lock-out 500.000 ouvriers si, dans un laps de temps donné, un accord n'intervenait pas. Une énergique réaction populaire empêcha que cette menace fût mise à exécution, bien que les délais prévus pour la conclusion de l'accord fussent largement dépassés.

Cette année, par contre, le principe de la « coordination centrale » des mouvements revendicatifs a été partout appliqué. La L.O. (1.300.000 affiliés) et le syndicat des employés, T.C.O. (350.000 affiliés), négocièrent directement avec les patrons avant d'entamer les habituelles démarches par industrie et par profession. Une commission gouvernementale fut nommée pour l'arbitrage. Finalement, et pour ce qui concernait 2 millions de salariés environ, on parvint à la conclusion que les salaires pouvaient être augmentés de 4 %, ou de 16 öre de l'heure. On supposait que les ouvriers accepteraient cette proposition qui représentait pour les salaires les plus bas, 7 % d'augmentation, celle-ci étant justifiée par le développement de la production nationale.

Les négociations se déroulaient dans une atmosphère de discrétion absolue. Les organisations industrielles et professionnelles n'avaient pas la moindre possibilité de faire connaître leur opinion ou de discuter les détails de la convention centrale. Un vif mécontentement s'exprima dans les colonnes des journaux de la L.O. et une publication, de tendance libérale, alla jusqu'à protester contre cette « mentalité de tutelle », stigmatisant la docilité du citoyen suédois envers une ligne de conduite tracée par l'Etat et les grandes organisations ouvrières et patronales.

Actuellement, les dernières conventions indus-

trielles et professionnelles sont sur le point d'être conclues, dans les limites de temps établies par la Convention centrale. Mais les catégories de travailleurs les plus défavorisées, notamment les petits fonctionnaires d'Etat, se plaignent plus amèrement que jamais. Dans l'organe central des coopératives de consommateurs, un facteur, marié et père de trois enfants, déclare que s'il restait inactif et sollicitait l'aide de l'Etat et de la commune, il percevrait mensuellement 27 couronnes de plus que ce que lui rapporte son travail de facteur (2).

En fait, la majorité des salariés acceptent le principe d'une augmentation du niveau de vie parallèle à celle de la production. Cependant, le centralisme exagéré et l'esprit bureaucratique qui marquent l'application de cette méthode provoquent dans tout le pays une vague de mécontentement. La L.O., ainsi que le dit *Dagstidningen Arbetaren* (3), tend à devenir une « commerçante de main-d'œuvre en gros ». De jour en jour, le simple affilié voit grandir la distance qui le sépare de son organisation. L'ouvrier devient l'objet passif de la politique économique suivie par ses dirigeants, comme il est devenu l'objet passif de la politique sociale de l'Etat.

Une des raisons principales de la politique de coordination sociale se trouve dans le problème de l'inflation qui ne manquera pas de se produire si la demande — c'est-à-dire le pouvoir d'achat — surpasse l'offre. Et c'est là le danger véritable. Il s'agit donc de trouver une solution qui ne soit pas défavorable aux travailleurs, qui ne contraindrait pas ceux-ci à renoncer à de possibles avantages matériels pendant que la classe possédante continuerait, comme par le passé, à disposer sans limites du produit national. Certains éléments revendiquent une réforme de structure qui donnerait aux travailleurs la possibilité d'exprimer leur avis quant aux nouveaux investissements de capitaux, de participer à la gestion des entreprises, soit directement, soit par le biais d'un accord spécial inclus dans une convention concernant l'ensemble d'une industrie.

Un dirigeant de la T.C.O. (syndicat des employés) a émis à son tour une idée formulée il y a deux ans par la S.A.C. libertaire. Les salaires des ouvriers et employés seraient, comme par le passé, fixés après négociations entre patrons et syndicats qui s'efforceraient de ne pas perdre de vue les risques possibles d'inflation. Annuellement, une commission officielle de recherches économiques calculerait le pourcentage d'augmentation des salaires correspondant exactement à l'augmentation de la production. Cette part, même si elle n'était pas transformée immédiatement en pouvoir d'achat, reviendrait de droit aux travailleurs, et serait inscrite à leur compte personnel, majorée annuellement des intérêts correspondants, et exonérée d'impôts. Cet argent pourrait être retiré après décision prise d'un commun accord par les intéressés et la commission officielle dont il est question ci-dessus.

On pense, en somme, à un système où les salaires seraient fonction de la courbe de la production, toutes dispositions étant prises pour éviter l'inflation, résultat fréquent des conflits sociaux.

Helmut RUDIGER.

(2) La couronne suédoise vaut 70-80 francs français.

(3) Quotidien édité par la S.A.C., centrale syndicaliste libertaire

(1) Correspondance rédigée le 16 mars 1956.

Lettre de Tunis

LES BOMBES POLICIERES ET L'EMEUTE DU 9 MARS

Pendant une semaine, du 9 au 15 février, chaque soir des bombes éclataient à Tunis, un peu partout, au petit bonheur. Mais depuis, on a découvert les responsables. Et il n'y a plus de bombe qui éclate, à Tunis. Savez-vous qui a découvert les responsables? Les comités de vigilance du néo-destour. Les responsables? Des policiers français, parmi lesquels se trouveraient des assassins de Farhat Hached. Ils se servaient de stipendiés pour placer les bombes. Les sanctions? Le commissaire, Jean (?) Baklouti (1), et les inspecteurs Ferrari et Andreani sont — tout simplement — mis à la disposition de la métropole. Pour les noms en « i », d'origine française, grâce au Rassemblement français, le criminel est tabou. Et il en reste encore de ces salopards. A preuve, l'émeute du 9 mars.

Car, ce jour-là, nous avons eu, nous aussi, notre 6 février.

Après un discours au cimetière du Borgel, près de Tunis, le haut commissaire Seydoux a failli être lynché. Sans l'intervention d'inspecteurs de police TUNISIENS, il n'y coupait pas. Sa voiture a été cabossée. Son fanion — tricolore — déchiré et piétiné.

20.000 personnes à l'enterrement des frères Thomassin, impriment les journaux métropolitains, alors que ceux d'ici et la radio française de Tunis donnent 10.000. Qui a intérêt, en France, à doubler la mise, elle-même sujette à caution? Veut-on prouver, à la veille (27 février) des conversations franco-tunisiennes sur l'indépendance de la Tunisie, que l'insécurité dans ce pays va grandissant?

Quoi qu'il en soit, cette soirée du 9 mars a été la soirée des colonialistes, sous la direction de la police, française bien entendu.

Pendant plus d'une heure (19 à 20 heures), plus de 300 manifestants, au retour du cimetière du Borgel, ont fait du beau travail d'émeutiers, sans être inquiétés. A un brigadier musulman, qui voulait intervenir avec ses hommes, on a intimé l'ordre de se retirer, en lui demandant ce qu'il venait faire là!

Le théâtre des opérations? 400 mètres sur 100 sur l'avenue Jules-Ferry, en plein centre de la ville européenne. Avec, comme spectateurs, le service d'ordre massé sur les terre-pleins et dans les rues adjacentes. Quelques-uns de ces « spectateurs » ont fait la courte échelle aux émeutiers, pour leur permettre d'atteindre et de briser les haut-parleurs des journaux Tunis soir et Al Amal. A 100 mètres de la direction de la Sûreté.

Mise à sac du consulat américain, dont le drapeau a été brûlé. Or la rue seulement sépare le consulat de la Maison de France, toujours sous bonne garde, particulièrement fournie, en ce moment-là, de policiers et de soldats bien armés. Personne n'a bougé.

Même opération 300 mètres plus bas, rue Thiers, contre le Centre américain d'Information. Ici, le sac a été total. Tout ce qui était dans la boutique du rez-de-chaussée et dans les trois pièces du premier étage a été détruit et jeté dans la rue.

Est venu, ensuite, le tour des quotidiens néo-destouriens ou sympathisants: Petit matin (dirigé par un israélite n'ô-destourien) et Tunis soir (de langue française), Al Amal (de langue arabe). Devantures, matériel des locaux, tout a été brisé.

C'est d'Al Amal qu'est parti le coup de feu qui a tué un colon français manifestant. Tiré par un gardien musulman, en état de légitime défense. Mais il a fallu l'intervention de l'Autorité tunisienne pour que l'arrestation du gardien ne soit pas maintenue. Des ouvriers et des rédacteurs d'Al Amal ont été emmenés par la police et sérieusement « arrangés » avant d'être relâchés.

La manifestation s'est terminée là, après quelques gaz lacrymogènes... pour permettre au service d'ordre de garder... des ruines. Sinistre comédie!

Tout ce travail, aux cris de: Poujade avec nous!

(1) Français, d'origine tunisienne et musulmane.

A bas la République! Mendès dans l'Aurès! A mort Mendès! Guy Mollet au poteau! Les Français avec nous! Vengez-nous! A bas les Conventions! Des armes!

Pas un seul émeutier n'a été arrêté.

Des sanctions? Le commandant des gardiens de la paix, Corrotti, et le commissaire central, Simonpoli (du gang corse Colonna!) sont mis à la disposition de la métropole. Francès, directeur de la Sûreté, bien qu'étant démissionnaire, est toujours en place. Il est aussi question du départ du haut commissaire Seydoux.

En tout cas, grâce à l'indépendance, les jours de la police française en Tunisie sont comptés. Mais qui dira un jour le mal qu'elle y a fait, et que les « mis à disposition de la métropole » continuent encore à y faire, officieusement, car ils sont encore là. Et dire que sans l'indépendance, la police française — d'après les conventions — en aurait eu encore pour dix ou quinze ans à continuer son sabotage!

Le 1^{er} mars, l'hebdomadaire néo-destourien de langue française, l'Action, publiait, sous le titre: Qu'étaient-ils?, l'avertissement suivant:

« La colonie française, que nous voulons considérer comme une collectivité d'hôtes amis, étrangers à la Tunisie, mais généralement accueillie par elle, doit se comporter avec la dignité et la civilité que sa position lui impose. Les Tunisiens ne sauraient tolérer que se rééditent les événements de vendredi dernier. »

A bon entendeur, salut! Tunis est calme, depuis lors.

Durant ce temps, le peuple tunisien en met vraiment un coup pour se sortir de la merde, dans laquelle l'a mis le colonialisme. Lutte contre le chômage: il pousse des chantiers un peu partout. Gros effort pour l'apprentissage et la tunisification des administrations. Lutte contre les bidonvilles: un tas de projets en train. L'Etat tunisien s'attaque à l'analphabétisme des adultes: des cours du soir fonctionnent et sont suivis. Lutte contre la gabegie: des mesures sont prises dans les municipalités (suppression à Tunis des cabinets de vice-présidents, des indemnités de fonction et réduction du nombre d'automobiles). On s'occupe de nourrir, d'habiller et d'éduquer l'enfance abandonnée.

ENFIN, L'INDEPENDANCE !

20 mars 1956. « La France reconnaît solennellement l'indépendance de la Tunisie. » Pas de bon cœur, bessif!

Si dès la nouvelle de la signature du protocole d'accord, le peuple tunisien a manifesté sa joie, c'est surtout le 22 mars, à l'occasion du retour de Bourguiba, coïncidant avec la fête des Jeunes destouriennes, qui a été une journée de liesse.

« Une foule considérable, enthousiaste, hétéroclite, formée d'éléments venus de toutes les couches de la population, de toutes les classes sociales: riches, pauvres, petits bourgeois, travailleurs manuels; une foule de bien portants et d'éclipsés, vieillards et jeunes gens, de vieilles femmes et de jeunes portant leur enfant au sein, allait, venait, courait à travers la capitale » abondamment et artistement pavoisée aux couleurs tunisiennes, à pied, en auto, en camionnettes, en camions... au cri de: « Yahia Bourguiba! » (Vive Bourguiba!).

Cette relation d'un journal local est exacte. Pendant tout un après-midi, nous avons assisté à ce spectacle inoubliable d'un peuple manifestant sa joie pour la liberté enfin recouvrée. Après 75 ans de bâillon!

Pourquoi n'ai-je pas applaudi avec plus de vigueur au passage des Jeunes destouriennes, garçons portant casquette à visière, filles sans voile et en pantalon? A cette foule heureuse? Par pudeur sans doute. Je suis tout de même de la race des maîtres!

Or cette journée était essentiellement celle du peuple tunisien. Aussi je me suis surtout contenté d'applaudir... à l'intérieur.

Journée exaltante. Rien n'y a manqué, même pas le drapeau des fellaga algériens. Malgré les blindés de l'armée française, qui lui ont fait la chasse, une jeunesse ardente a tout de même pu le promener dans quelques artères de la ville. Avec la sympathie destourienne.

Pourquoi, en fin de journée, des bouchons de policiers, de gardes mobiles, de soldats ont-ils été placés en force dans certaines rues conduisant en ville européenne ? On prétend que c'était pour empêcher le renouvellement de la manifestation du matin, en faveur des fellaga algériens. Bonne excuse pour avoir l'occasion de prouver que nous sommes encore là ! Nous les Français !

Les Jeunesses destouriennes, doublant le service d'ordre avec moins d'apparat, ont canalisé sans aucun incident la foule venant du Belvédère (où se déroula leur fête) et rentrant dignement dans la ville arabe.

Il faut vraiment avoir la mauvaise conscience des colonialistes pour s'imaginer qu'en cette journée mémorable, il y avait place dans le cœur des Tunisiens pour autre chose que leur joie immense.

ELECTIONS A LA CONSTITUANTE

25 mars 1956. Comme prévu, ce sont les candidats des listes du Front national qui enlèvent les 98 sièges de la Constituante.

Inscrits : 726.138 ; votants : 616.989.

Front national : 597.813. Communistes : 7.352. Indépendants : 233.

Tunis-Ville et Djerba semblent avoir boudé les urnes. En réalité il paraît qu'à Tunis des milliers d'électeurs n'ont pas reçu leur carte à temps. Ca-fouillis. Quant à Djerba, les 70 pour cent d'abstentions s'expliquent parce que Ben Youssef est son grand homme. Il est Djerbien.

Journée calme, dans l'ensemble, remarquable dans la situation actuelle. Peu de pays d'Europe pourraient en dire autant, même en période normale. Surtout pas le pays des Corrotti et autres Simonpoli.

L'indépendance a emporté les hésitations. Près de 85 pour cent des votants. C'est un véritable plébiscite pour le Front national. Plébiscite que les youssefistes ne peuvent digérer. Ils créent, après coup, de troubles graves dans certaines régions, tentant de saboter ainsi cette indépendance dont ils ont grandement contribué à hâter l'avènement. Ils portent en outre un tort considérable à la Révolution nord-africaine, en obligeant les forces supplétives néo-destouriennes à collaborer avec l'armée française pour réduire les « rebelles » du Sud et en détournant les convois d'armes destinés à l'Algérie. Rancœur et vanité peuvent-elles être à ce point criminelles ?



Le Front national, qui se compose ainsi :

Néo-Destour, U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens), U.T.A.C. (Union Tunisienne de l'Artisanat et du Commerce), U.N.A.T. (Union nationale des Agriculteurs Tunisiens), comprend dans ses 98 élus : 12 fonctionnaires et employés ; 16 commerçants ; 10 professeurs ; 5 médecins ; 3 journalistes ; 14 avocats ; 6 ouvriers ; 4 pharmaciens ; 1 ingénieur ; 19 agriculteurs ; 8 instituteurs.

Il y a, avec Ben Salah, secrétaire général de l'U.G.T.T., 35 représentants du mouvement syndical.

Nous verrons plus tard dans quelle mesure la Constitution tunisienne portera leur marque. Sans doute auront-ils à cœur de défendre la cause de leurs mandants. Mais il est à craindre que le mouvement syndical n'ait à souffrir de l'action politique de ses militants. Il est difficile de bien faire deux choses à la fois.

J.-P. FINIDORI.

Le 28 mars 1956.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Ed. Polyglottes
432, r. de Charenton
PARIS (12)

Chronique du Pelé

De mieux en mieux. De progrès en progrès ! Un journal syndical des P.T.T., sur la foi de rapports indiscutables, annonce que les cas de folie sont en redoutable progression dans cette administration. La Mutuelle générale de l'enseignement avait eu son attention attirée il y a environ un an sur des cas semblables dans le milieu qu'elle assiste. Et ne parlons pas des étudiants, la cause est entendue.

La presse nous apprend par ailleurs que les maladies cardiaques progressent d'une manière effolante et, outre-Rhin, la maladie des « directeurs », qui relève aussi du cœur, décime les cadres.

M. de Villiers ne doit pas souvent prendre l'autobus ou le métro, à l'heure de sortie des ateliers et des bureaux. Il y verrait, comme nous, la foule apathique des fatigués, des surmenés et des visages qui en disent long sur les rigueurs de cette époque de folies criminelles.

Ajoutons à cela une nourriture déplorable, puisque des savants dignes de foi accusent les engrais chimiques de nous mener à un accroissement ininterrompu des cas de cancer.

Une de mes parentes m'a signalé que son fils, secrétaire comptable d'une grande entreprise, est atteint d'une telle maladie de nerfs que les médecins lui conseillent un an de repos. Comment le prendre ?

Je lui ai vivement conseillé, en cas d'issue fatale, de déposer une plainte pour « tentative d'homicide par inconscience ». Et c'est ce que je conseille de faire en tous les cas de ce genre.

Aux dernières nouvelles, j'apprends qu'il existe en France deux organismes chargés de la protection des travailleurs : Sécurité sociale et Inspection du travail. Grand fut mon étonnement.

En tout cas, avec trois semaines de vacances, de quoi ont-ils à se plaindre ces « Jacques Bonhomme » ?

Ali FERDOUSSI.

Cercle Zimmerwald

78, rue de l'Université, Paris (7^e)

REUNION DU DIMANCHE 22 AVRIL

Nous concluons ce jour-là le débat fondamental des deux réunions précédentes : **Le parti communiste et la classe ouvrière.**

Tout d'abord, les militants suivants exprimeront leur opinion : Charbit, Lucie Colliard, Devaux, Guillard, Marcadet, Monatte, Muglioni, Lucienne Rey, Rosmer, Salmel, Waret.

Puis Chambelland conclura, sans épuiser ce vaste sujet évidemment, en insistant sur les moyens d'agir qui sont à notre portée.

Nous invitons donc tous les membres du Cercle à être présents, eux et leurs amis, le dimanche 22 avril à 15 heures précises.

LE CERCLE ZIMMERWALD.

LES FAITS DU MOIS

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1956

RECETTES

Abonnements ordinaires	95.700	
Abonnements de soutien	21.600	
		117.300
Souscription		6.330
Vente « R. P. »		2.600
Vente « Chine »		900
		127.130
En caisse à fin février		99.543
		226.673

DEPENSES

Impression et papier (février)	77.246	
Frais d'expédition	3.574	
		80.820
En caisse à fin mars :		
Espèces	10.240	
Chèques postaux	135.613	
		145.853
		226.673

DU :

« R. P. » de mars

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Calvel (Paris) 2.000 ; Charbit 1.500 ; Cornec (Finistère) 1.500 ; Giauffret (Alpes-Maritimes) 1.500 ; Guilleré (Paris) 2.000 ; Kirsch (Paris) 1.600 ; Ferdinand Martin (Drôme) 1.500 ; Métayer (Seine-et-Oise) 2.000 ; Ploquin (Seine) 1.500 ; Mme Pujolle (Gironde) 1.500 ; Roessel (Paris) 1.500 ; Sireix (Rhône) 2.000 ; Vidal (Haute-Loire) 1.500. — Total : 21.600 francs.

LA SOUSCRIPTION

Claude André (Seine) 100 ; Ben Hamouda (Tunisie) 100 ; Bettendroffer (Paris) 300 ; Buissonnière (Allier) 250 ; Escoffier (Vaucluse) 200 ; Ali Ferdoussi 330 ; Mme Grandjouan (Paris) 500 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme) 200 ; Guiraudet (Paris) 200 ; Lèbre (Ardèche) 200 ; Leclerc (Paris) 200 ; J.-O. Léger (Haute-Savoie) 200 ; Lemire (Seine) 200 ; Mercier 800 ; Meyssonier (Côtes-du-Nord) 200 ; Mora (Seine-et-Oise) 200 ; Ponsot (Paris) 300 ; Roche (Alpes-Maritimes) 200 ; Rombach (Rhône) 500 ; Rosé (Paris) 250 ; Rozet (Loire) 300 ; Louis Simon (Seine) 200 ; Trellu (Finistère) 200 ; Vernet (Ardèche) 200. — Total : 6.330 francs.

Entre nous

1956 est une année de commémoration :

— Vingtième anniversaire du congrès d'unité confédérale de Toulouse.

— Vingtième anniversaire des journées de juin 1936.

— Cinquantième anniversaire du 1^{er} Mai 1906.

— Cinquantième anniversaire de la Charte d'Amiens.

La R.P. manquerait à sa mission si elle n'y consacrait pas quelques pages. Nous commençons ce mois.

Notre numéro devait également saisir dans l'actualité la retentissante et consolante répudiation du stalinisme — et la situation en Afrique du Nord.

Ce qui nous oblige à réserver pour les numéros suivants des études sur l'actualité ouvrière française.

Nous étouffons de plus en plus dans nos 24 pages. Il nous faut absolument revenir aux 32 pages.

Or si les rentrées d'abonnements s'opèrent à un rythme normal, nous ne progressons pas suffisamment.

Pendant, même lorsqu'ils n'écrivent pas de longues lettres, nos amis expriment brièvement leurs sentiments sur les talons de mandats.

Que leurs opinions soient variées, on n'en doutera pas. Mais tous sont d'accord pour affirmer la nécessité de la R.P. Ce plébiscite constant ne nous suffit pas.

La R.P. a conquis définitivement droit de cité. On en trouve la preuve dans les nombreuses références à la R.P. dont use le regretté Edouard Dolléans dans le dernier tome de son « Histoire du Travail ». C'est que l'on ne peut parler honnêtement du syndicalisme français, sans citer la R.P.

VENDREDI 2 MARS.

— Déclaration franco-marocaine consacrant l'indépendance du Maroc.
Glubb Pacha — homme de l'Angleterre — chassé du pouvoir en Jordanie.
Grève générale en Finlande.

SAMEDI 3 MARS.

— Entretiens franco-allemands à Bonn où se trouve Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères.

MARDI 6 MARS.

— Nouveaux troubles au Maroc espagnol : vingt morts, 100 blessés.
Violente manifestation antipoujadiste à Toulouse.

La Cour Suprême des Etats-Unis confirme sa décision contre la ségrégation.

MERCREDI 7 MARS.

— En Algérie, nouvelle attaque contre le centre de Khroub.

Réponse du Président Eisenhower à Boulganine.

JEUDI 8 MARS.

— Six fermes attaquées : sept Européens tués dans la région d'Alger.

Grève de 24 heures de l'aviation civile.

VENDREDI 9 MARS.

— Grève des ouvriers nord-africains de France, à l'appel du Mouvement national algérien.

SAMEDI 10 MARS.

— Congrès national du Mouvement démocratique et socialiste pour les Etats-Unis d'Europe.

Le gouvernement britannique déporte l'archevêque chypriote Makarios.

DIMANCHE 11 MARS.

— Congrès du parti paysan à Paris.

MARDI 13 MARS.

— L'Assemblée Nationale vote les pouvoirs spéciaux en Algérie, par 455 voix contre 76.

Réunion à Bruxelles des parlementaires du pool charbon-acier.

MERCREDI 14 MARS.

— Christian Pineau arrive au Caire.

JEUDI 15 MARS.

— Manifestations de chômeurs en Italie, dans les Pouilles : 2 morts et 12 blessés.

Accord des salaires aux usines Dassault et dans la biscuiterie.

VENDREDI 16 MARS.

— Grève générale en Grèce contre la déportation de l'archevêque de Chypre.

Accord social aux usines électro-métallurgiques d'Ugine.

SAMEDI 17 MARS.

— On annonce que Khrouchtchev aurait dressé un violent réquisitoire contre Staline, et que des étudiants staliniens auraient manifesté à Tiflis.

MARDI 20 MARS.

— Déclaration de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, pour affirmer la solidarité des Etats-Unis avec la France en Afrique du Nord.

Accord franco-tunisien consacrant l'indépendance de la Tunisie.

JEUDI 22 MARS.

— Comité central du Parti communiste.

VENDREDI 23 MARS.

— Décrets économiques et sociaux pour l'Algérie.

Proclamation de la République du Pakistan.

L'Assemblée nationale vote la loi cadre sur les territoires d'outre-mer, par 477 voix contre 99.

DIMANCHE 25 MARS.

— Elections de l'Assemblée constituante tunisienne.

Le Front national (Bourguiba) obtient 82,2 % des voix.

JEUDI 29 MARS.

— On annonce en Hongrie la réhabilitation de Rajk.

Messali-Hadj, leader nationaliste algérien, transféré à Belle-Ile.

Mouvement de grève dans les autobus parisiens.

Grève des ouvriers nord-africains à Saint-Etienne et à Lyon.

VENDREDI 30 MARS.

— Combats de plus en plus durs du Constantinois à l'Oranie.

Nouveau recul des syndicats communistes italiens aux élections de délégués des usines Fiat.

Le roman-témoignage de

— A.-V. JACQUET —

REFUS DE PARVENIR

(Vie d'un jeune instituteur campagnard
au début du siècle et naissance du syndicalisme)

EST PARU

Prix : **650** francs

Editeur **Camille BELLIARD**

« **L'AMITIE PAR LE LIVRE** »

BLAINVILLE-SUR-MER (Manche)

C.C.P. 66.66 Paris